

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

COMMISSION DE LA JUSTICE

van

du

DINSDAG 20 MEI 2008

MARDI 20 MAI 2008

Voormiddag

Matin

De vergadering wordt geopend om 10.21 uur en voorgezeten door mevrouw Mia De Schamphelaere.
La séance est ouverte à 10.21 heures et présidée par madame Mia De Schamphelaere.

01 Question de M. Pierre-Yves Jeholet au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le contrôle par flash de la vitesse des ambulances" (n° 4728)

01 Vraag van de heer Pierre-Yves Jeholet aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "het flitsen van ziekenwagens" (nr. 4728)

01.01 Pierre-Yves Jeholet (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, on m'a rapporté que certaines ambulances en intervention étaient parfois flashées par des radars de police.

S'il est vrai qu'il suffit très souvent à la compagnie d'ambulances ou à l'hôpital d'envoyer la preuve qu'il s'agissait bien d'une intervention urgente pour que l'infraction soit classée sans suite, la police ou en tout cas certains corps de police n'abandonnent pas les poursuites et ce, pour différentes raisons.

Parmi celles-ci, la plus fréquemment citée est le fait que la sirène n'est pas enclenchée même si les feux lumineux bleus fonctionnent. Les ambulanciers décident en effet parfois de ne pas enclencher la sirène par exemple la nuit, lorsqu'il y a peu de circulation, pour ne pas réveiller la population, lorsque les ambulanciers présents sont en contact avec l'hôpital concernant l'état de la personne transportée ou encore pour ne pas perturber ou pour rassurer le patient transporté.

Les ambulanciers peuvent donc invoquer différentes justifications pour ne pas faire fonctionner la sirène.

Le fait que la police puisse quand même sanctionner ces ambulances en cas d'infraction m'amène à vous poser les questions suivantes.

Monsieur le ministre, quel est l'état de la législation en la matière? Comment expliquer le traitement différencié des infractions, que j'appelle légitimes, commises par les ambulanciers? Ne serait-il pas opportun de considérer dans certains cas les feux lumineux comme suffisants pour justifier le caractère urgent de l'intervention?

Par ailleurs, étiez-vous au courant de ces faits? Comptez-vous débattre de cette question et mettre sur pied des mesures concrètes en la matière avec votre collègue ministre de la Santé?

01.02 Jo Vandeurzen, ministre: Madame la présidente, cher collègue, la politique de constatation et de poursuite des infractions routières commises par des conducteurs à bord des véhicules prioritaires et en mission est réglée par la circulaire 16/2006 du Collège des procureurs généraux. La circulaire concerne l'usage de tous les véhicules prioritaires, tels que les ambulances, les véhicules de corps de pompiers ou les véhicules de police banalisés ou non.

L'article 37.1 à 37.3 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique précise l'équipement dont les véhicules doivent être munis pour être considérés comme prioritaires et les conditions d'utilisation de cet équipement pour l'exécution des missions.

L'article 37.2 de l'arrêté royal prescrit l'utilisation des feux bleus clignotants lorsque les véhicules prioritaires accomplissent une mission urgente.

L'article 59.13 de l'arrêté royal énonce que les dispositions de l'article 11 (limitation de vitesse) et l'article 22quater (zone 30) ne sont pas applicables aux véhicules utilisés par les agents qualifiés ainsi qu'aux véhicules prioritaires dans les cas justifiés par l'urgence de leur mission.

En outre, dans les mêmes cas, les conducteurs de ces véhicules ne sont pas tenus d'observer la limitation de vitesse imposée par le signal C43 ou, le cas échéant, la validité zonale conformément à l'article 65.5. En cas de constat d'un excès de vitesse, il va de soi qu'il est impossible de déterminer sur la photographie si un véhicule prioritaire utilise ou non la sirène.

La circulaire prévoit dès lors ce qui suit: "Si les feux bleus clignotants sont visibles sur la photographie, il peut être présumé que l'infraction a été commise dans le cadre d'une mission. En tout état de cause, un procès-verbal sera dressé et transmis au parquet de police compétent. Le procureur du Roi classera le procès-verbal sans suite, sauf s'il relève une situation abusive. Lorsque les feux bleus clignotants ne sont pas visibles sur la photographie, un formulaire standard sera envoyé par le service de police qui a procédé à la constatation au chef de corps du policier contrevenant ou, s'il s'agit d'un ambulancier, au responsable du service ambulancier, comme le responsable de l'hôpital, par exemple.

Le chef de corps ou le responsable certifiera si l'infraction a été commise ou non dans le cadre d'une mission urgente ou assimilée prévue à l'article 59.13 de l'arrêté royal.

Ce formulaire sera envoyé dans les dix jours au service de police qui le transmettra accompagné du procès-verbal au parquet de police compétent. Le procureur du Roi classera le procès-verbal sans suite s'il vérifie que la conduite relève de l'article 59.13 de l'arrêté royal. Dans le cas contraire, il procédera, conformément aux directives de la circulaire COL 11/2006 du 31 mars 2006.

La circulaire COL 16/2006 du 7 septembre 2006 me semble dès lors très claire sur l'attitude que la police et le parquet doivent adopter vis-à-vis de ces constats. C'est la raison pour laquelle j'estime qu'à ce jour, aucune mesure concrète ne doit être prise et qu'aucune concertation ne doit être organisée en la matière.

01.03 Pierre-Yves Jeholet (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse, à laquelle j'apporterai quelques remarques.

Les dispositions législatives auxquelles vous faites référence ne me sont pas inconnues. Elles me paraissent en effet suffisantes dans pareils cas de figure.

La première mesure, vous l'avez dit, consiste en un classement sans suite, sauf s'il y a eu abus de la part des ambulanciers. Il est fait référence à des situations d'urgence clairement définies. Cependant, j'ai l'impression que l'on peut parfois parler d'excès de zèle dans le chef de certains services de police. Certes, les ambulanciers ont eu ou devaient avoir un contact avec la ministre de la Santé afin de faire précisément état de quelques cas concrets. Cette rencontre devait avoir lieu début mai. Une de mes collègues posera donc la question à la ministre de la Santé, afin de savoir si l'on peut effectivement dénombrer des cas d'excès de zèle de certains corps de police.

Mais eu égard aux mesures – vous me le confirmez –, les dispositions législatives en vigueur sont suffisantes. Dans ce cas, il conviendrait sans doute de pouvoir contrecarrer les excès de zèle de certains policiers.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de DNA-analyse" (nr. 5217)

02 Question de M. Bert Schoofs au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "l'analyse d'ADN" (n° 5217)

De **voorzitter**: Het onderwerp is al geregeld ter sprake gekomen.

02.01 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, het is al bekend – de voorzitter alludeerde erop – dat er in verhouding tot het beschikbare DNA-materiaal in heel wat gerechtelijke dossiers, en gelet op de

huidige stand van de wetenschap inzake het forensisch DNA-onderzoek, veel te weinig resultaten worden geboekt.

In verkrachtigingszaken wordt bijvoorbeeld 75% van het DNA-materiaal nooit gebruikt. Daardoor kunnen verkrachters en eventuele serieverkrachters hun straf ontlopen. Er zou een systematische controle moeten gebeuren.

Ten opzichte van andere landen zijn in België de voorwaarden waaraan de staalname en het gebruik van de forensische DNA-analyse zijn verbonden, veel strikter gelimiteerd. Bovendien valt een DNA-analyse vrij duur uit. Dat is tijdens de begrotingsbesprekingen aan de orde geweest. Bij ons kost dat het drie- of viervoudige van in Groot-Brittannië.

Meer concreet, ik denk niet dat u eenzijdig kunt bepalen hoeveel de kosten van een DNA-analyse bedragen. U hebt gezegd dat u die kosten wil drukken. Wordt daarover overleg gepleegd met de onderzoekscentra? Worden die onderzoekscentra samen of afzonderlijk geraadpleegd?

Ik ken de precieze structuur niet. Zijn het de universitaire onderzoekscentra, die een bijdrage leveren, of gebeurt dat door een centrale dienst? Ik zou graag een verduidelijking krijgen.

Wat zijn de eventuele knelpunten waardoor niet snel tot een prijsaanpassing kan worden overgegaan?

Ziet u mogelijkheden om de toelating tot staalnames bij verdachten uit te breiden, de wettelijke beperkingen voor het gebruik van DNA-analyses te versoepelen en aldus de aanwending van het bewijsmateriaal te verruimen? De nationale databank zou in feite zo ruim mogelijk moeten zijn, uiteraard met respect voor de fundamentele rechten en vrijheden van iedere burger, ook van de verdachte.

In België komt pas een misdrijf waarvoor een straf van meer dan vijf jaar kan worden opgelegd, in aanmerking voor een DNA-staalname. We lopen dus enorm achter op Groot-Brittannië, waar 4 miljoen DNA-stalen werden verwerkt in een databank. In België zijn dat er 25.000. Als we het bevolkingsaantal van beide landen bekijken, is in Engeland 1 op 15 mensen in de DNA-databank opgenomen en bij ons 1 op 400.

Er zou toch een vluggere en een meer soepele regeling in verband met DNA-staalname moeten bestaan. Nu is er een serieuze wanverhouding in vergelijking met bijvoorbeeld Groot-Brittannië. U hebt zelf al gezegd dat u oor hebt naar de verzuchtingen van de forensische experts om het hele gamma van mogelijkheden tot staalname uit te breiden.

Hoe zult u dat concreet proberen doen? Hebt u een bepaald tijdpad opgesteld? Wat zijn uw concrete bevindingen ter zake?

02.02 Minister **Jo Vandeuren**: Mevrouw de voorzitter, collega, ik antwoord inderdaad al voor de derde of de vierde keer op het thema en kan mij dus houden aan hetgeen ik daarover eerder al heb gezegd.

Ik wil bijkomend zeggen dat ik intussen iemand heb vrijgemaakt om de gemaakte afspraken en de intenties van de beleidsnota te implementeren. Dat heeft wat procedurele werkzaamheden gevergd, die intussen allemaal zijn gebeurd. De opdrachten zijn dus gegeven.

In België leggen de DNA-wet en het uitvoeringsbesluit vanuit een overtrokken bezorgdheid voor de bescherming van de privacy een loodzware procedure op die moet worden gevolgd. Ten opzichte van andere landen zijn de voorwaarden waaraan de staalname en het gebruik van de forensische DNA-analyse zijn gebonden, ook strikter gelimiteerd.

Zoals u kunt lezen in de beleidsverklaring en zoals reeds herhaaldelijk werd gemeld in de commissie, werd voor de problematiek van de DNA geopteerd voor een gefaseerde aanpak. In eerste instantie wordt werk gemaakt van het vereenvoudigen van de DNA-procedures en andere noodzakelijke aanpassingen aan de wet en het uitvoeringsbesluit, teneinde een betere doorstroming van de analyse en registratie en vergelijking van de DNA-profielen te bewerkstelligen.

Ook de voorwaarden inzake de opening van een genetisch onderzoek op personen en de voorwaarden waaronder het DNA-profiel van een verdachte kan worden vergeleken, zullen hierbij aan bod komen.

Voorafgaandelijk werd betreffende de wijziging van de DNA-wetgeving het advies ingewonnen van de DNA-evaluatiecommissie, waarin ook de onderzoekslabo's zijn vertegenwoordigd. De voorbereidende werkzaamheden zijn volop bezig en het is de bedoeling hieromtrent een wetsontwerp voor te leggen aan de Kamer.

Pas in een tweede fase zal worden onderzocht in welke mate de kostprijs van de DNA-analyse in ons land, zeker in vergelijking met het buitenland, kan worden verminderd. Op vraag van de Ministerraad van 9 november 2007 werd trouwens een werkgroep ad hoc opgericht binnen de FOD Justitie om advies te verlenen over drie vragen met betrekking tot de problematiek van de reductie van de kostprijs van de DNA-analyses.

Dat rapport is inmiddels bezorgd en zal een van de elementen zijn waarmee rekening zal worden gehouden.

Verder en diepgaander onderzoek zal nog moeten gebeuren omtrent de meest efficiënte werkwijze om dat doel te bereiken. Zoals ik al op voorgaande parlementaire vragen heb geantwoord, zijn hierbij verschillende sporen mogelijk: automatisering van de analyses, gezamenlijke aankoop van de reagentia, rapprochement administratief enzovoort. Hieromtrent is op dit ogenblik nog geen enkele beslissing genomen. Ik kan of wil hierover ook geen standpunt innemen, maar dat de prijs omlaag moet, is voor mij wel heel duidelijk, vermits men in het buitenland het bewijs levert dat dat mogelijk is.

In een derde fase zal dan worden ingegaan op de kwestie van de uitbreiding van de DNA-databanken – een dergelijke uitbreiding vraagt geld en middelen –, die eerst dient te worden geoptimaliseerd in de tweede fase.

02.03 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, technologisch staan onze labo's blijkbaar aan de top. Het is dus spijtig dat er informatie verloren gaat of onbenut blijft, doordat Justitie op dat vlak nog niet is georganiseerd. Dat is dus uw eerste taak, want er is een race tegen de tijd, in sommige zaken toch, zeker verkrachtigszaken. Er zijn serieverkrachters die misschien vrijuit zullen gaan in de komende jaren, wanneer het systeem niet tijdig wordt geoptimaliseerd. Vroeg of laat komt men dan een spraakmakende zaak tegen, wat men uiteraard moet proberen voor te zijn.

Ook als lid van de oppositie ben ik niet ongevoelig voor het feit dat er heel wat maatregelen moeten worden genomen. Ik weet dat dat allemaal niet in een, twee, drie kan. Ik hoor u graag zeggen dat u – dat is dan een novum – iemand hebt vrijgemaakt die zich daarmee kan bezighouden, op uw kabinet, veronderstel ik.

02.04 Minister Jo Vandeurzen: (...) in de administratie.

02.05 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Dan moeten die procedures zo snel mogelijk worden aangepast. Ook hier is de financiële implicatie natuurlijk weer de alfa en de omega van alles. Wij zullen in de komende weken en maanden zien wat er aan middelen zal worden vrijgemaakt, want als het geld er niet is voor een dergelijke hoogtechnologische materie, met geavanceerde procedures, dan kan alles eindigen met een slag in het water. Dat zou zeer spijtig zijn. Ik hoop dus dat de budgetten spoedig worden vrijgemaakt en dat wij een regeling krijgen die kan concurreren met de ons omringende landen, waardoor de performantie van de strafuitvoering en de vervolging tot een aanvaardbaar niveau kan komen, na het debacle onder de vorige minister van Justitie.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de veroordelingen door de correctionele rechtbank van Hasselt wegens drugbezit tegen gedetineerden in de gevangenis van Hasselt" (nr. 5218)

03 Question de M. Bert Schoofs au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "les condamnations de détenus de la prison de Hasselt par le tribunal correctionnel de Hasselt pour détention de drogue" (n° 5218)

03.01 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik ben zeer geïnteresseerd in hetgeen zich heeft afgespeeld de voorbije maanden of het voorbije jaar in de gevangenis van Hasselt met betrekking tot het bezit van drugs, omdat is vastgesteld door de rechtbank van Hasselt dat een aantal veroordeelden in het bezit was van drugs. Er zijn daarvoor ook straffen uitgesproken.

Graag had ik dus een gedetailleerde uitleg verkregen bij de diverse feiten die zijn gebeurd en waarover de strafrechter in Hasselt zich heeft uitgesproken.

Om hoeveel daders ging het elke keer? Om hoeveel vastgestelde inbreuken op de drugwet door elk van die daders ging het? In welke periode werden die feiten gepleegd? Wat waren de omstandigheden?

Ik had ook graag de omstandigheden gekend waarin men tot de ontdekking is gekomen van die drugs, van dat drugbezit. Gebeurde dat bij gerichte fouilles en controles of gebeurde dat eerder bij toeval?

Is men de oorzaak te weten gekomen hoe die gevangenen aan drugs zijn kunnen geraken? Hoe zijn zij in het bezit daarvan geraakt? Het is toch heel interessant om dat te weten, om bepaalde aanvoerkanalen naar de gevangenis bloot te leggen.

Een logische beslissing zou zijn dat de controles op het bezit van en eventueel zelfs de handel in drugs in de gevangenis van Hasselt, en eventueel ook in andere gevangenissen, worden verscherpt. Indien dit zou zijn gebeurd, op welke wijze zijn die controles verscherpt of vermeerderd?

03.02 Minister **Jo Vandeurzen**: Mevrouw de voorzitter, op 8 mei 2008 sprak de 16^{de} kamer van de correctionele rechtbank van Hasselt vier vonnissen uit waarbij gedetineerden werden veroordeeld wegens het bezit van drugs in de gevangenis van Hasselt.

Het gaat om vier verschillende daders. De inbreuken werden gepleegd op 23 mei 2007, 27 juni 2007, 11 juni 2007 en in de periode tussen 19 maart 2007 en 9 september 2007.

Bij de eerste trof de penitentiair beambte een sterke geur waar in de cel van de gedetineerde. Bij de celcontrole die daarop volgde, trof men een stukje zilverpapier aan met daarop een zwartverbrande substantie. Het ging in dit geval om heroïnegebruik.

Bij de tweede trof men bij de controle na de wandeling in de broekzak van de gedetineerde een kleine hoeveelheid heroïne aan.

In het derde geval vond men in de nagezonden bagage van de gedetineerde kleine hoeveelheden speed, heroïne en cannabis. Het ging telkens om tienden van een gram die de betrokkene zou hebben gekocht van medegedetineerden.

In het laatste geval ging het over het meermaals worden betrapt op het bezit van speed. De drugs werden gevonden door de penitentiair beampten ter gelegenheid van celcontroles.

De vaststellingen van de inbreuken gebeurden dus zowel ter gelegenheid van gerichte controles als van routinecontroles. De gedetineerden die worden betrapt op het bezit van drugs leggen bijna nooit een oprechte verklaring af over de herkomst van de drugs. Ook in de hier vermelde gevallen kon de oorsprong van de drugs dus niet altijd worden achterhaald.

In de eerste plaats worden de controles op systematische wijze uitgevoerd door het gevangenispersoneel. Het feit dat drugs worden of werden gevonden in de geciteerde gevallen wijst erop dat deze controles gebeuren en dat ze effect hebben en dat er gevolg wordt aan gegeven.

Na overleg met het parket voert de lokale politie HAZODI daarenboven sinds 2007 jaarlijks ongeveer acht gestructureerde controleacties uit in de gevangenis van Hasselt. Afwisselend worden deze controles gericht op de bezoekers of op de gevangenen.

Op verzoek van de gevangenisdirectie worden er door de lokale politie HAZODI ook kleinere controles uitgevoerd. Het bezit van drugs in de gevangenis wordt door het parket te Hasselt steeds vervolgd. Hierbij wordt geen onderscheid gemaakt tussen hard- of softdrugs. Maandelijks worden er enkele gedetineerden door de correctionele rechtbank te Hasselt veroordeeld wegens drugsbezit in de gevangenis. Bovendien worden de betrokken gedetineerden in de gevangenis ook tuchtrechtelijk gesanctioneerd.

Ik besluit. In de gevangenis te Hasselt wordt zowel proactief als reactief opgetreden tegen het binnensmokkelen en gebruiken van verdovende middelen.

03.03 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw omstandig antwoord. De meest drugvrije locatie in de samenleving zou in feite de gevangenis moeten zijn. Het blijft mij dan ook verbazen hoezeer men een strijd moet voeren tegen het drugbezit. Niemand is perfect. Geen enkel instituut is perfect en het zal altijd wel voorkomen. Ik hoor u echter zeggen dat er blijkbaar maandelijks zaken voorkomen voor de rechtbank, of heb ik dat verkeerd begrepen?

In elk geval zijn er al vier verschillende daders. Men zal uiteraard ook niet alles hebben gevonden. De drugplaag blijft dus heersen in de gevangenissen. Men zou misschien het strafrecht nog wat kunnen aanscherpen om een soort afschrikkingseffect te krijgen bij de gedetineerden.

Ik zal heel voorzichtig zijn bij het beoordelen van rechterlijke uitspraken, maar iedereen is daar tot een voorwaardelijke gevangenisstraf veroordeeld. Sommigen krijgen een opschorting. Voor drugbezit kan dat ook altijd, denk ik, aangezien sommigen verslaafd zijn. Hasselt is in elk geval een van de modernste inrichtingen van ons penitentiaire stelsel. Ondanks de fouilleringen en de controles blijft men toch drugs de gevangenis binnensmokkelen.

Ik rond af met een anekdote die mij onlangs door een cipier werd verteld. Het is zelfs zo dat soms speelgoed voor kinderen wordt gebruikt om drugs in de gevangenis te smokkelen en te overhandigen aan de gedetineerden. Zoiets zou uiteraard niet mogen. Het is een heel handige truc. Men maakt gebruik van de fundamentele rechten en vrijheden om de wet te omzeilen en drugs de gevangenis binnen te krijgen. Misschien moet er, gelet op de wet op de interne rechtspositie van de gedetineerden, toch eens een verscherping komen en moeten fouilleringen en controles tot meerdere voorwerpen en personen worden uitgebreid, hoe erg dat ook mag zijn in sommige gevallen en hoe straf dat ook mag klinken. Wij moeten in elk geval ervoor zorgen dat de gevangenissen drugvrij blijven. Elk aanvoerkanal moet worden afgesneden.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

04 Questions jointes de

- **M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "la surveillance électronique" (n° 5242)**

- **M. Bart Laeremans au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "la méfiance croissante suscitée par le système de surveillance électronique" (n° 5446)**

04 Samengevoegde vragen van

- **de heer Jean-Luc Crucke aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "het elektronisch toezicht" (nr. 5242)**

- **de heer Bart Laeremans aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "het groeiend wantrouwen in het systeem van elektronisch toezicht" (nr. 5446)**

04.01 Jean-Luc Crucke (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, selon un communiqué de Belga assez récent, il semble que le Centre national de surveillance électronique, tombé dans l'oubli sous le gouvernement Verhofstadt, reçoit un nouveau rôle directeur sous le gouvernement actuel.

Comme déjà annoncé à l'évocation de la note budgétaire et de votre note de politique générale, j'estime heureux de prendre certaines mesures à l'égard du nombre de manquements, d'incidents voire d'absences de contrôles de nuit. Nous savons pourtant que le règlement du problème pénitentiaire ne passera pas seulement par une augmentation du nombre de places dans les prisons, mais aussi par le recours à des mesures alternatives, dont la surveillance électronique. En cinq ans, nous sommes passés de 280 à 612 surveillances électroniques, ce qui est encore nettement insuffisant.

Monsieur le ministre, me confirmez-vous que ce rôle échappera dorénavant aux maisons de justice au profit du Centre national de surveillance électronique? Comment ce rôle sera-t-il défini?

Comment les moyens nécessaires au fonctionnement du Centre seront-ils arbitrés?

Confirmez-vous qu'il s'agit en priorité de résorber les listes d'attente – situation apparemment absurde mais réelle – pour la surveillance électronique?

Confirmez-vous que nous aurons à disposition un outil d'évaluation permanente, indispensable pour une

réussite?

04.02 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, ik had een interpellatie om de minister wat grondiger over de zaak te ondervragen, maar daar de vraag van de heer Crucke over een aantal gelijkaardige zaken ging, heb ik mij daarbij moeten aansluiten.

In een interview in De Standaard, afgelopen vrijdag, stelde de heer Pieters, voorzitter van de Brusselse strafuitvoeringsrechtbank, dat er een groeiend wantrouwen bestaat ten opzichte van het systeem van elektronisch toezicht omdat er steeds lakser mee wordt omgesprongen.

Sinds de overheveling naar de dienst Justitiehuisen blijkt het systeem compleet te zijn uitgehold. Wanneer men twee of drie keer te laat binnen is, wordt daar amper of niet meer op gereageerd, zo blijkt. Ik citeer: "Vooral in Franstalig België beperken de justitieassistenten zich tot de begeleiding van veroordeelden die beperkte detentie en elektronisch toezicht of voorwaardelijke invrijheidsstelling kregen toegekend." Controle vinden zij geen opdracht voor de justitiehuisen, en zij worden daarin blijkbaar volop gesteund door hun hiërarchie. Dat is iets waar wij altijd voor hebben gewaarschuwd.

Tijdens het colloquium over de strafuitvoering vorige week had ik de gelegenheid met mensen van de nationale administratie van de justitiehuisen te spreken. Zij zeiden dat het grote verschil met het vroegere statuut is dat zij niet meer kunnen optreden als gevangenis en bijgevolg geen toekenningen meer kunnen intrekken. Ook zouden zij die bevoegdheid niet via een rondzendbrief kunnen bekomen. Daarvoor is een wetgevend initiatief noodzakelijk waarbij de opdracht van de justitiehuisen wordt gewijzigd.

Een en ander toont nogmaals aan, mijnheer de minister, dat het NCET niet op zijn plaats is bij de justitiehuisen en dat het opnieuw zou moeten worden overgeheveld naar de administratie Gevangeniswezen.

Mijn vragen zijn de volgende.

Ten eerste, hoe verklaart u dat de vaststellingen in verband met het schenden van de uurroosters niet of amper leiden tot enige reactie, laat staan tot het intrekken van het systeem van elektronisch toezicht? Hoe komt het dat vooral aan Franstalige kant de justitiehuisen het niet als hun taak beschouwen te controleren of de voorwaarden worden nageleefd en dat zij daarbij nog worden gesteund door hun hiërarchische oversten?

Hoe verklaart u de verschillende kijk in Vlaanderen en Wallonië ter zake? Kunt u een duidelijk overzicht geven van de onderscheiden taken van de monitoren van het NCET, de justitieassistenten, de gevangenisdirecteurs en het openbaar ministerie?

Staan de justitieassistenten nog in enig hiërarchisch verband met het NCET? Of is de plaatselijke directie van de justitiehuisen hun enige overste?

Ten tweede, wat is er de facto en de jure veranderd sinds het NCET werd overgeheveld? Klopt het dat het NCET niet meer over de mogelijkheid beschikt enkelbandgedetineerden te doen opsluiten en dat dit enkel via wettelijke weg kan worden gewijzigd?

Ten derde, welke argumenten zijn er om het NCET opnieuw over te hevelen naar zijn oorspronkelijke directie, de administratie Gevangeniswezen? Is het niet wenselijk een systeem dat destijds goed functioneerde opnieuw alle faciliteiten te bieden die daarvoor nodig zijn, via een terugkeer, temeer daar dat ook wetenschappelijk wordt ondersteund? Dat blijkt uit de studies die minister Onkelinx destijds heeft besteld.

Ten vierde, mijnheer de minister, kunt u eindelijk de inhoud weergeven – het is zeer belangrijk dat wij die kennen – van de rondzendbrief van de heer Meurisse van 11 december vorig jaar? Ik had eigenlijk op voorhand een kopie van die rondzendbrief willen hebben om in vandaag in debat te kunnen gaan.

Op welke vlakken wijzigt die rondzendbrief de bestaande situatie? Was de heer Meurisse wel juridisch bij machte alleen te beslissen? Is die rondzendbrief bijgevolg geldig?

Hoe verklaart u dat precies na de uitvaardiging van die rondzendbrief zoveel extra personen in aanmerking kwamen voor elektronisch toezicht? Op welke punten wenst u die tekst te wijzigen?

Ten vijfde, mijnheer de minister, u wil het aantal maanden strafonderbreking beperken. Dat hebt u in het verleden al gezegd. Hoe en binnen welke timing wil u dat realiseren?

Ten slotte, klopt het dat aan Nederlandstalige kant een aantal plaatsen bij het NCET vacant blijft? Wanneer zullen die plaatsen worden ingevuld? Ik dank u voor uw antwoord.

De **voorzitter**: Er was ook de vraag nr. 5442 van mevrouw Lahaye-Battheu. Deze werd later toegevoegd en gaat over enkele specifieke andere punten. Zij zal later worden behandeld.

04.03 Minister **Jo Vandeurzen**: Mevrouw de voorzitter, sta mij toe te beginnen met te zeggen dat de commissie haar werkzaamheden beheert en dat de minister hier consequent op alle vragen zal antwoorden.

Op de huidige vraag echter heb ik misschien al zeven keer geantwoord. In de beleidsnota geef ik heel uitdrukkelijk en zwart op wit aan dat er een probleem is met de controlemogelijkheden van het elektronisch toezicht. U keurde bovendien ondertussen de wet reeds goed om het elektronisch toezicht te wijzigen. Het is bijgevolg merkwaardig dat ik hier nog moet antwoorden op de vraag wanneer wij de wet zullen wijzigen. Dat is heel eigenaardig.

Mevrouw de voorzitter, vorige keer bood ik aan om over de problematiek van het elektronisch toezicht een globale uiteenzetting te geven omdat het weinig zinvol is om elke week opnieuw dezelfde vraag te stellen en hetzelfde antwoord te geven. Ik bood u dat aan. Ik dacht dat wij een akkoord hadden om tegen de grote vakantie – de datum waarop een aantal zaken zichtbaar zou moeten kunnen zijn – te proberen een globale discussie over het functioneren van het elektronisch toezicht te voeren.

Ik wil best elke week op dezelfde vraag hetzelfde antwoord geven. Ik kan u zelfs af en toe aanduiden op welke punten wij vooruitgaan. Hoewel deze commissie haar werkzaamheden zelf regelt, vind ik dit geen vruchtbare aanpak.

Dat er een probleem was met de scherpste en met de reactiesnelheid binnen het systeem van het elektronisch toezicht, kondigde ik twee maanden geleden al aan als een knelpunt dat wij moesten aanpakken. U keurde vorige week in de Kamer via de wet op de diverse bepalingen een wetswijziging goed om voornoemd probleem op te lossen. Het is bijgevolg fascinerend dat mij nu nog wordt gevraagd of wij de wet zullen wijzigen. U hebt de wet immers ondertussen al gewijzigd.

Ik zal nu opnieuw omstandig antwoorden.

Ik ontken natuurlijk niet dat er problemen zijn, want ze zijn er. Ik heb ze echter zelf uitdrukkelijk aangekondigd. Het is waar dat ik voorbij vrijdag tijdens mijn slottoespraak op een studiedag over de strafuitvoeringsrechtbank het probleem, dat ik ten volle onderken en waarover ik zei dat ik erop zou reageren en eraan zou werken, heb bevestigd. Ik verklaarde toen ook dat de wetgever uitstekend werk had verricht. Hij had de wetswijziging immers al doorgevoerd.

Dat moet mij toch eens van het hart. Mijn aanvoelen is immers dat jullie weliswaar een punt hebben over het feit dat er een probleem is, maar dat er een betere manier bestaat om met elkaar over de aanpak overleg te hebben. Er is ook een gemakkelijkere, duidelijkere en efficiëntere manier om het controlerecht van het Parlement uit te oefenen dan elke week opnieuw dezelfde vraag te stellen. Dat leidt immers alleen maar tot het herhalen van het antwoord.

Ik kan op een week tijd niet aantonen dat er een spectaculaire wijziging is. Ik heb vorige week ook op dezelfde vraag geantwoord en uitgelegd dat er justitieassistenten zouden bijkomen, dat artikel 64 zou moeten worden gewijzigd en dat het koninklijk besluit zou moeten worden gewijzigd. Ik ken het antwoord ondertussen zowat uit het hoofd. Ik wil enkel het volgende signaleren. Het probleem is legitiem en u hebt recht op alle informatie die nodig is om het controlerecht van het Parlement uit te oefenen. Er is echter een betere manier dan elke week, naar aanleiding van een krantenartikel, opnieuw een vraag te stellen. U weet immers dat ik over de kwestie al de week voordien en zelfs in de beleidsnota uitdrukkelijk heb gesproken.

Ik kan bijgevolg alleen maar bevestigen dat een aantal zaken juist is en dat een aantal initiatieven moet worden genomen.

Je confirme l'information. Ma priorité est que la surveillance électronique se déroule de manière plus efficace

et plus effective. Quant à votre réflexion, monsieur Crucke, sur le fait que pendant la nuit, les condamnés sous surveillance électronique ne font l'objet d'aucun contrôle, j'ai déjà répondu amplement à une question similaire que vous aviez posée en février 2008.

Comme je l'ai indiqué dans ma note de politique générale, le Centre national de surveillance électronique (CNSE) assumera de nouveau une mission de coordination pour avoir quotidiennement une meilleure vue du nombre de demandes de surveillance électronique, de l'état des procédures en cours, des demandes et listes d'attente par maison de justice, certainement en ce qui concerne la procédure réservée aux personnes condamnées à des peines privatives de liberté de trois ans au moins.

Vu que pour tous les mandats, les maisons de justice reçoivent les informations directement des mandants (directeurs de prison, services des cas individuels, tribunaux d'application des peines) une circulaire "circulation de l'information via le CNSE" s'impose en particulier pour la surveillance électronique.

Le CNSE se verra attribuer la compétence explicite de réagir rapidement au non-respect des conditions. La direction du CNSE aura la possibilité de donner un avertissement aux condamnés ou de réviser les horaires de liberté. Il reste en outre de la responsabilité du mandant et du ministère public de contrôler le respect des conditions générales et particulières individualisées.

Il importe en premier lieu que la surveillance électronique puisse se dérouler avec les garanties de contrôle et la qualité nécessaire tant pour le condamné lui-même que pour les victimes et la société. Cela implique qu'on impose un programme capable d'offrir la structure nécessaire et que le condamné soit accompagné à cet effet par un assistant de justice. Vu l'explosion du nombre de demandes de surveillance électronique, une extension du cadre du personnel s'impose. Celle-ci a été initiée, mais les premiers résultats ne sont attendus que pour la fin 2008. Les examens auront lieu à l'approche des grandes vacances. La suppression purement quantitative de cette liste d'attente n'est pas prévue.

La cellule stratégique affine actuellement la réglementation afin de combler certaines lacunes. Ainsi, l'arrêté royal du 29 janvier 2007 déterminant le contenu concret au programme de détention limitée et de surveillance électronique est actuellement révisé et une circulaire ministérielle s'y rapportant est en préparation. En outre, les modifications précitées doivent contribuer à faire évoluer une approche globale vers une mise en œuvre efficace et effective de la surveillance électronique. La cellule stratégique suit la situation de près à l'aide de tableaux de bord.

Il est nécessaire d'amender la situation actuelle. La politique que j'applique afin d'arriver à cette efficacité doit pouvoir être étendue sans prise de risque. À cette fin, les mesures suivantes seront prises.

Le fait pour le condamné sous surveillance électronique de ne pas respecter le contenu concret au programme (article 42 de la loi) deviendra, dans l'article 64 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut externe des personnes condamnées, une cause de révocation. Vous avez voté ce point en séance plénière il y a une semaine.

Dans l'arrêté royal du 29 janvier 2007 déterminant le contenu concret au programme de détention limitée et de surveillance électronique, des précisions seront apportées quant aux modalités de l'accord des cohabitants, les conséquences du non-respect de l'horaire et le respect des conventions techniques pour le placement sous surveillance électronique. En ce qui concerne le dernier point, il est évident que le non-respect des conditions donnera lieu à un avertissement et, le cas échéant, à une révision des horaires de liberté.

Dans l'arrêté royal précité, la possibilité pour le CNSE de faire appel aux services de police sera à nouveau prévue. Le CNSE recevra une mission de coordination.

Lors de l'application d'une surveillance électronique, outre le contrôle, l'accompagnement par le service des maisons de justice sera assuré selon un rythme qui sera précisé en tenant compte de la charge globale de travail. Ce schéma pourra être adapté selon l'évolution des recrutements dans ce service.

Un "service level agreement" entre les deux administrations concernées, c'est-à-dire la direction générale des établissements pénitentiaires et la direction générale des maisons de justice, sera mis en place pour régler les modalités de collaboration (harmonisation des moyens disponibles en personnel et en matériel, composition du dossier, détermination du nombre de placements sous surveillance électronique, disponibilité

des assistants de justice au sein des maisons de justice et échange d'informations).

Ces éléments sont concrétisés dans une circulaire ministérielle et/ou un ordre de service rédigé conjointement par les deux administrations concernées. Les conditions logistiques nécessaires en matériel et en personnel des administrations précitées seront adaptées en fonction des missions qui découleront des réajustements ci-dessus.

L'interruption des peines doit être limitée au minimum nécessaire à la réalisation de l'enquête préalable et à la préparation du placement sous surveillance électronique, soit un mois renouvelable deux fois maximum. Cette dernière proposition pourra être mise en vigueur dès que de nouveaux collaborateurs auront été engagés.

Mijnheer Laeremans, eerst en vooral is er op juridisch vlak een grote wijziging opgetreden, zoals ik juist heb gezegd, namelijk dat er een wettelijke basis is voor het elektronisch toezicht: de wet op de externe rechtspositie van 17 mei 2006.

Sinds 1 februari 2007 is de wet van kracht voor een straf van meer dan 3 jaar. Voorheen was het elektronisch toezicht, sinds de start in 2000, enkel geregeld via ministeriële rondzendbrieven waarin bepaald was dat de directie van het NCET een waarschuwing kon geven, het uurschema kon aanpassen, de voorwaarden kon aanpassen of verstrengen, of de maatregel tijdelijk of definitief intrekken.

Daarnaast is er de beslissing van mijn voorganger de monitoring en de maatschappelijke assistenten van het NCET naar het directoraat-generaal Justitiehuisen over te hevelen. Die hervorming ging gepaard met een herdefiniëring van het elektronisch toezicht, de wijze van controle en van begeleiding.

Het directoraat-generaal Justitiehuisen ziet een mandaat voor elektronisch toezicht net als alle andere mandaten die worden opgevolgd door het directoraat-generaal Justitiehuisen en wenst die op een gelijkwaardige manier te behandelen.

De opdrachtgever maakt een mandaat over aan het justitiehuis waar een justitieassistent de begeleiding en de controle opneemt van de algemene en bijzondere geïndividualiseerde voorwaarden.

De justitieassistent rapporteert aan de opdrachtgever die bij niet-naleving van de algemene en bijzondere voorwaarden een wettelijke basis heeft om te reageren.

Voor de straffen van 3 jaar of minder is dit de directeur van de gevangenis die kan beslissen tot een herroeping of bij niet-naleving van de voorwaarden.

Voor de straffen van meer dan 3 jaar is de strafuitvoeringsrechtbank bevoegd en is het openbaar ministerie belast met de controle op de veroordeelde. Het openbaar ministerie kan de zaak aanhangig maken bij de strafuitvoeringsrechtbank voor het oproepen van de veroordeelde voor een zitting ter bespreking van de herroeping, de schorsing of de herziening van de voorwaarde.

Sinds de overheveling van de monitoring naar het DG Justitiehuisen bedeeft de monitoring de taak van controle maar wordt er niet meer gereageerd vanuit de dienst zelf. Voor mij is de taak van justitieassistent er een van het begeleiden en controleren van alle algemene en geïndividualiseerde voorwaarden die de opdrachtgever oplegt en waarbij zij rapporteert aan de opdrachtgever over de evolutie.

Tevens zal het NCET opnieuw de rol toebedeeld krijgen om snel een reactie te geven op de niet-naleving van uurroosters. De monitoring staat in voor de controle via technische middelen van het elektronisch toezicht. De medewerkers van de monitoring encoderen de uurroosters die de justitieassistenten opstellen, behandelen de alarmen die het bewakingssysteem doorgeeft en tevens zijn ze bereikbaar voor de veroordeelden na de werkuren van de justitieassistenten en in het weekend.

Ze informeren bij de veroordeelden wat de reden is waarom ze zich niet aan het uurrooster hielden en maken die informatie over aan de justitieassistenten die dit mee opnemen in hun begeleiding.

Daarnaast informeren ze de veroordeelden indien er technische problemen zijn vastgesteld, bijvoorbeeld wanneer een enkelband te strak is aangebracht, of een elektriciteitspanne in de straat is vastgesteld, enzovoort.

De monitoring geeft deze informatie door aan de mobiele equipe die deze technische problemen oplost. De mobiele equipe staat in voor de plaatsing en het ophalen van het toezichtmateriaal, zijnde het aanbrengen van de enkelband in de gevangenis en het plaatsen van de toezichtsbox in het huis waar de veroordeelde het elektronisch toezicht zal ondergaan.

Tevens staat de mobiele eenheid in voor het oplossen van eventuele technische problemen of het vervangen van toezichtmateriaal.

De justitieassistent begeleidt en controleert alle algemene en geïndividualiseerde voorwaarden die de opdrachtgever oplegt en rapporteert hierover aan de opdrachtgever. De hiërarchische meerdere van de justitieassistent is de directeur van het justitiehuis.

De gevangenisdirecteur is de opdrachtgever inzake elektronisch toezicht voor de veroordeelden van drie jaar of minder, behoudens voor veroordeling voor feiten van seksueel misbruik en voor veroordeelden die geen recht hebben op verblijf. Daar neemt de dienst Individuele Gevallen de beslissing.

Het openbaar ministerie is belast met het opvolgen en het controleren van de veroordeelden die onder elektronisch toezicht staan. Het NCET viel tot 1 september 2007 onder de hiërarchie van het directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen met aan het hoofd een gevangenisdirecteur.

Het NCET was tot die datum de overkoepeling van drie entiteiten, namelijk de monitoring, boekhouding, informatica, de mobiele equipe en de maatschappelijke assistenten waarbij enkel de mobiele equipe onder het directoraat-generaal van de Penitentiaire Inrichtingen bleef.

Tevens verliep alle communicatie naar de opdrachtgevers altijd via het NCET. Gelet op de moeilijker lopende coördinatie van de instroom en uitstroom voor ET zal de monitoring terug de bevoegdheid van het NCET krijgen om coördinerend te werken en zal de informatiestroom sowieso rechtstreeks via het NCET verlopen van en naar de opdrachtgevers.

Er is een keuze gemaakt om het NCET over te hevelen van het directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen naar het directoraat-generaal Justitiehuisen. Ik ben niet van plan terug te komen op deze beslissing. Daarentegen wil ik mij volledig engageren om van het elektronisch toezicht opnieuw een krachtdadige en efficiënte strafuitvoeringsmodaliteit te maken door de aspecten die daartoe nodig zijn aan te passen en op punt te stellen.

Ik herhaal mijn antwoord dat ik twee weken geleden reeds toelichtte op vraag van de heer Schoofs, namelijk dat de richtlijnen waarnaar verwezen wordt, betrekking hebben op het uitbreiden van het toepassingsgebied waarop het elektronisch toezicht kan worden aangewend als vervanging van de vrijheidsberovende straf.

Het gaat daarbij niet alleen om de richtlijn van 11 december 2007, maar ook over de omzendbrief van 10 juli 2006 van mijn voorganger. Ik wens vooral het accent te leggen op de nieuwe ministeriële omzendbrief die wordt opgesteld, waarbij de problemen die op het terrein worden ervaren, zullen worden aangepakt, met name het verplicht maken van het akkoord van de meerderjarige huisgenoot, de reactiemogelijkheden van het NCET bij de niet-naleving van de uurroosters, enzovoort.

De heer Meurisse heeft als directeur-generaal tijdens de interimfase instructies gegeven aan zijn directeurs om de werking van het elektronisch toezicht zoveel mogelijk te regelen, gelet op de gewijzigde manier van werken sinds de overheveling van de materie.

De laatste instructies breiden weliswaar het criterium van mensen uit die in aanmerking komen voor een strafonderbreking in afwachting van een onderzoek voor het al of niet van het toekennen van ET.

Zoals gezegd, wil ik naar aanleiding van de presentatie van de aanpak van het elektronisch toezicht zeker toelichtingen geven over deze richtlijnen.

Het is de bedoeling dat de strafonderbreking tot een minimum wordt beperkt door een voorafgaand onderzoek en door de voorbereiding tot plaatsing onder ET te beperken tot een maand, maximum twee maanden door de rechtbank. Hiertoe moeten echter de randvoorwaarden voor de materiële en personele ondersteuning van de voormelde directoraten-generaal worden bijgestuurd.

Momenteel is het personeelskader 2008 opgevuld, ondanks het feit dat er momenteel een paar zieken zijn. Voor 2009 moeten er voor het NCET nog kaderuitbreidingen worden aangevraagd.

04.04 Jean-Luc Crucke (MR): Madame la présidente, je remercie le ministre pour sa réponse, bien que je ne partage pas sa remarque préliminaire. Je ne sais pas s'il souhaitait confondre les deux intervenants, mais - en ce qui me concerne - ma question était bien précise.

Toute question repose sur un constat; en l'occurrence, le mien se fondait sur ma question du mois de février. Vous avez effectivement confirmé les incidents et les retards. En effet, une liste d'attente est inacceptable dans un pays qui veut voir sa justice et les peines alternatives fonctionner. Voilà pour le constat!

Ensuite, ma question comme telle ne concernait que le Centre national de surveillance électronique; elle ne peut pas avoir été posée voici une semaine ou deux, puisque la dépêche Belga à laquelle je me réfère est postérieure. C'est le rôle d'un parlementaire, qui partage d'ailleurs en majeure partie votre politique, monsieur le ministre, de poser une question sur une telle politique. Et je remercie Mme la présidente de ne pas m'avoir censuré.

Je répète que cette mesure devait être prise. Vous m'avez répondu sur le fond et j'en suis heureux. Il est certain que je vais comparer votre réponse à celle que vous m'avez donnée il y a deux ou trois mois! Bien entendu, j'y reviendrai encore! C'est bien là notre travail: suivre les actions de l'exécutif.

Avec tout le respect que je vous dois et compte tenu de la qualité de votre travail, si nous ne pouvons plus poser de questions parce que le ministre est de mauvaise humeur ou parce qu'il ne lit pas entièrement ce qui lui est demandé, je me demande ce que nous faisons ici!

04.05 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, er zijn inderdaad al heel wat debatten geweest, maar de afgelopen week zijn ook heel wat nieuwe elementen gerezen naar aanleiding van het grote kranteninterview met een ervaringsdeskundige, rechter Pieters, die hoofd is van de Brusselse strafuitvoeringsrechtbank. Voorts zijn ook heel wat nieuwe elementen gesignaleerd tijdens de studiedag waarop ik aanwezig was.

Een van die elementen is dat heel wat justitieassistenten het uitdrukkelijk niet als hun taak beschouwen om te controleren. Zij beschouwen het als hun taak om ex-gedetineerden en enkelbandgedetineerden te begeleiden, en niet te controleren en zeker niet door te geven. Dat speelt vooral aan Franstalige zijde. Die mensen worden daarin ook door hun oversten gesteund. Het is niet omdat u nu op een aantal punten meer mogelijkheden geeft om in te trekken dat dit ook zal gebeuren en dat de justitieassistenten ter zake strenger zullen optreden.

De grote fout is dat veel van de justitieassistenten zich niet tot de enkelbandgedetineerden beperken, maar dat zij diezelfde mensen nadien ook begeleiden als ze zijn vrijgelaten, waardoor zij hen altijd op de dezelfde manier benaderen. In het verleden is door alle deskundigen duidelijk gezegd dat enkelbandgedetineerden een totaal ander statuut hebben dan mensen die voorwaardelijk in vrijheid zijn gesteld. De enen zijn gevangen, de anderen niet.

Daarom is het ook zo spijtig dat u niet tot de conclusie komt dat het systeem niet meer behoorlijk werkt en dat zij niet op hun plaats zitten bij de directie van de justitiehuisen. Die mensen zelf zeggen dat zij ook een heel ander doel beogen dan de begeleiding van gedetineerden. Als er echt iets fout gaat, zou men de moed moeten hebben om dat te erkennen en ervoor te zorgen dat de dienst opnieuw terug bij de administratie van het gevangeniswezen is geconcentreerd. Ik betreurt dat u die conclusie niet trekt en dat op die manier niet voor een eenheid van beleid zorgt.

De kwestie met betrekking tot de brief van Meurisse vind ik bijzonder straf. Dat is ook de reden waarom ik oorspronkelijk een interpellatieverzoek heb ingediend, om u via een motie aan te zetten om die brief bekend te maken. Het gaat niet op dat u parlementsleden belangrijke informatie over strafrechtuitvoering onthoudt. Daar gaat het immers om.

U zegt daarnet in uw antwoord zelf dat die brief van Meurisse veel meer mogelijkheden biedt om gedetineerden vervroegd vrij te laten via de enkelband. Om welke categorie het precies gaat, op welke manier en op basis van welke argumenten deelt u ons niet mee. Nochtans gaat het om een document op

basis waarvan gevangenisdirecteurs moeten werken. Dat is een werkdocument dat is verspreid. Ik zie niet in waarom gevangenisdirecteurs daarvan kennis mogen nemen en parlementsleden niet. Op die manier houdt u ons voor het lapje. U zorgt ervoor dat wij ons fundamenteel controlerecht niet mogen uitvoeren. Wij hebben daarop recht.

Blijkbaar is er iets zo mis met die rondzendbrief dat de bevolking niet mag weten, ofwel is er iets onwettig aan de rondzendbrief waardoor het beter is dat ze niet is gekend. Ik aanvaard niet dat wij pas kennis zullen nemen van wat daarin staat op het moment dat u hier of elders met een nieuwe rondzendbrief toekomt, want dat kan nog veel maanden duren. Wij willen weten wat de reglementering is in verband met dat soort vrijlatingen.

Vrijdag is ook al gebleken dat – daarover zal de heer Schoofs nog een uitgebreide vraag stellen – door allerlei rondzendbrieven van minister Onkelinx het bijna niet meer mogelijk is om te berekenen hoe lang de uiteindelijke strafduur is. Dat is een grote chaos geworden. De kranten stonden er de laatste dagen vol van. Men weet niet meer hoe lang of op welke manier men de echte strafduur moet bereken. Als u al fouten hebt met dit soort van rondzendbrieven is het toch maar normaal dat de parlementsleden kennis kunnen nemen van dergelijke rondzendbrieven, zowel die van u als die van uw voorganger als die van u diensten als die van de heer Meurisse. Ik vind het een schande dat wij daarin geen inzage krijgen. Daar zit iets achter. U verbergt iets. Ik zal via andere wegen van die tekst kennis moeten nemen. Ik zal die tekst in elk geval trachten te bekomen.

04.06 Minister **Jo Vandeurzen**: Zoals reeds gezegd, het is aan het Parlement om de controle uit te oefenen en de vragen te stellen, maar het is niet juist dat naar aanleiding van de studiedag over de strafuitvoeringsrechtbanken, iets over het elektronisch toezicht aan de orde is gekomen dat ik niet al bij herhaling hier in het Parlement hebesignaleerd. Ik heb daaromtrent al veel antwoorden gegeven en de acties die daaromtrent worden ondernomen toegelicht. Men kan veel over die studiedag vertellen,...

(...): (...)

04.07 Minister **Jo Vandeurzen**: ...maar het interview bevestigt de kritiek die ik naar aanleiding van de bespreking van de beleidsnota hier heb gebracht. Mijnheer Laeremans, wat ik heel eigenaardig vind in u vraag is dat we uitgerekend vorige week een wet stemmen waarin een bepaling is opgenomen die precies onder meer het antwoord is op wat rechter Pieters als bezorgdheid uit. Dat ik vandaag zou moeten antwoorden op de vraag: wanneer gaat u daarvoor de wet aanpassen? De wet is echter ondertussen aangepast!

De **voorzitter**: Collega's, deze namiddag is er de regeling van de werkzaamheden. In opvolging van een aantal vragen voorzien wij ook een toelichting van de minister over informatiseringsaanpak van het gerechtelijk apparaat. We kunnen misschien ook voorstellen om ook eens een algemene toelichting te hebben over elektronisch toezicht. Ik stel voor om dat niet onmiddellijk te doen maar pas na een aantal weken zodat de vooruitgang zichtbaar wordt.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

05 Questions jointes de

- Mme Josée Lejeune au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la traite et le trafic des êtres humains" (n° 5244)

- Mme Josée Lejeune au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "la traite et le trafic des êtres humains" (n° 5245)

05 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Josée Lejeune aan de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "mensensmokkel en mensenhandel" (nr. 5244)

- mevrouw Josée Lejeune aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "mensensmokkel en mensenhandel" (nr. 5245)

05.01 **Josée Lejeune** (MR): Madame la présidente, il s'agit de deux questions identiques. L'une est adressée au ministre de l'Intérieur, l'autre au ministre de la Justice. Toutefois, le point 2 qui figure dans la question adressée à M. Dewael n'est pas repris dans celle adressée à M. Vandeurzen. Je vais donc l'ajouter avec votre accord, madame la présidente.

Monsieur le ministre, j'espère que ma question ne va pas vous indisposer. Je crois qu'il s'agit d'un autre problème.

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme a récemment rendu public son rapport annuel 2007. Ce dernier se fondait sur le questionnaire standard proposé par la Commission européenne à l'occasion de la première journée européenne contre la traite des êtres humains l'année dernière.

Le Centre y formule plusieurs recommandations, notamment concernant la nécessité d'une formation permanente des acteurs du terrain entrant en contact avec les victimes et la nécessité du renforcement du caractère prioritaire de la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains auprès des autorités compétentes.

Monsieur le ministre, je ne vais pas reprendre les douze recommandations car je suppose que vous les connaissez.

1. Toutefois, pourriez-vous m'indiquer si vous avez eu connaissance du rapport complet? Si oui, quels enseignements en tirez-vous?

2. Ce rapport pointe la question de la formation permanente des acteurs entrant en contact avec les victimes. Qu'en est-il actuellement au sein de votre administration? Une telle formation existe-t-elle? Si oui, quelle est-elle? Dans le cas contraire, allez-vous mettre en place ce type de programme? Si oui, de quelle manière l'envisagez-vous?

3. Le Centre déplore un manque de suivi structurel de cette problématique. Quelle est votre position par rapport à ce constat? Allez-vous considérer cette problématique comme prioritaire? Si oui, quel type d'initiative envisagez-vous?

4. Enfin, ma dernière question était adressée au ministre de l'Intérieur, M. Dewael. Actuellement, un délai de 45 jours dit "délai de réflexion" est donné à la victime pour réfléchir sereinement et décider si elle désire ou non déposer plainte. Or, le Centre constate que, dans les faits, cette possibilité lui est rarement octroyée. Pourriez-vous me confirmer cette information? Si oui, de quelle manière allez-vous réagir?

05.02 Jo Vandeurzen, ministre: Chère collègue, j'ai bien pris connaissance du rapport "Traite des êtres humains" du Centre pour l'égalité des chances. Vous n'êtes pas sans savoir qu'au cours de la précédente législature, un ensemble d'instruments a été mis en place afin de lutter plus efficacement contre la traite des êtres humains.

Sur le plan de la Justice, on peut d'abord parler de la loi du 10 août 2005 qui a revu fondamentalement l'incrimination de la traite des êtres humains. Ensuite, la directive de recherche et de poursuite de faits de traite (autrefois appelée COL 10/2004) a également été adaptée à cette législation et certains instruments de la circulaire ont été approfondis (COL 01/2007). On peut citer, entre autres, la liste d'indicateurs des faits de traite des êtres humains. Cette liste doit permettre aux enquêteurs d'identifier plus facilement les situations de traite des êtres humains.

Enfin, la cellule interdépartementale de coordination de la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains a été redynamisée. En tant que ministre de la Justice, il m'appartient d'ailleurs de veiller au bon fonctionnement de cette cellule; celle-ci a pointé le fait que les travaux réalisés n'ont pas toujours reçu de réponse sur le plan politique. Une de mes premières tâches consistera donc à réactiver cette cellule et à veiller à l'examen des dossiers qui n'auraient pas reçu le suivi adéquat. C'est d'ailleurs une des priorités retenues dans le Plan national de sécurité; le gouvernement a donc bien compris que ce phénomène reste une priorité au niveau pénal.

Vous évoquez la question de la formation à la détection des victimes. Certes, si des initiatives doivent être prises, il ne faut pas ignorer ce qui a déjà été mis en place. Je développerai ce point en deux temps, en me penchant d'abord sur les initiatives existantes.

Au niveau de la magistrature, plusieurs formations ont été organisées par le Conseil supérieur de la Justice par rapport à la traite des êtres humains. Il y a d'abord eu quatre demi-journées en 2004 et ensuite une journée complète de formation en 2005. Chacune d'elles a inclus dans son programme un point sur

l'identification et l'accueil des victimes. De plus, il existe au niveau du Collège des procureurs généraux un réseau d'expertise relatif au trafic et à la traite des êtres humains. Ce réseau est composé de tous les magistrats de référence en la matière. En vertu des circulaires de 2007 et de 2004, il se réunit une fois par an.

La procédure applicable aux victimes de la traite d'êtres humains est un point qui a été mis fréquemment à l'ordre du jour de ces réunions. Les centres d'accueil spécialisés ainsi que l'Office des étrangers ont participé activement à ces réunions.

Enfin, comme je l'ai déjà dit, la circulaire COL 01/2007 a largement revu la liste des indicateurs de la traite d'êtres humains afin de faciliter l'identification des victimes.

05.03 Josée Lejeune (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Vous avez rappelé l'existence d'initiatives en matière de formation. Ne faudrait-il pas aller au-delà de la formation actuelle? Deux autres questions se posent au sujet du statut des victimes, auquel vous n'avez pas fait allusion dans votre réponse et au sujet de la politique de lutte contre la traite des êtres humains. J'avais formulé une question sur le délai de 45 jours de réflexion laissé à la victime. J'avais adressé une question au ministre de l'Intérieur qui a été redirigée en commission de la Justice. Je pense que vous n'y avez pas répondu ou alors, j'ai une oreille sélective.

05.04 Jo Vandeurzen, ministre: Mon collaborateur a préparé une réponse à la question qui m'était adressée. Je crois qu'il n'a pas eu connaissance du fait qu'il devait répondre à une question posée à M. Dewael. Je suis désolé.

05.05 Josée Lejeune (MR): Ce n'est pas grave, monsieur le ministre. Soit je poserai ma question un autre jour soit vous pouvez me répondre par écrit. Pour revenir à la question initiale, si des progrès ont été accomplis, il reste un travail très important à réaliser. J'espère que cette question restera une de vos priorités.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

06 Question de M. François Bellot au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "l'évolution des car-jackings et des home-jackings" (n° 5258)

06 Vraag van de heer François Bellot aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de evolutie van de car- en homejackings" (nr. 5258)

06.01 François Bellot (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, j'avais posé cette question il y a environ un mois mais je sais que le département a connu des difficultés pour rassembler les données. Je pense que l'informatisation des données du ministère de la Justice serait une bonne chose pour pouvoir répondre non seulement à nos questions mais également permettre aux magistrats d'avoir une bonne vision de ce qui se passe dans notre pays.

Le nombre de car-jackings et de home-jackings au cours de l'année précédente aurait varié de manière très contrastée au travers de notre pays. Il semblerait d'ailleurs que l'on assiste à un déplacement de ce phénomène, notamment lié à la proximité autoroutière ou d'une grande ville.

Monsieur le ministre, combien de car-jackings ont-ils été dénombrés entre 2002 et 2007 en Flandre et en Wallonie? Serait-il possible de présenter ces résultats province par province?

Combien de home-jackings ont-ils été dénombrés au cours de la même période (province par province)?

Combien de véhicules volés au cours de ces cars-jackings ont-ils été retrouvés?

Par rapport aux faits commis, tant de car-jackings que de home-jackings, pouvez-vous nous donner, pour les affaires élucidées, la proportion de faits commis par des personnes non-résidentes dans notre pays?

La présidente: Je crois que votre question porte essentiellement sur les chiffres et statistiques mais le président de la Chambre a décidé que cette question était recevable en commission.

06.02 Jo Vandeurzen, ministre: Monsieur Bellot, l'administration m'a fait parvenir une réponse sous la forme d'un tableau; je vous le remets et vous en communique les chiffres.

Entre 2003 et 2007, on dénombre 1.977 faits de car-jacking et de home-jacking en Wallonie, 1.086 en Flandre et 1.048 dans les 19 communes de l'agglomération bruxelloise. Le tableau indique la répartition par province.

Le nombre de véhicules volés et retrouvés pour des faits commis entre 2003 et 2007 s'élève à 1.265 sur les 1.977 véhicules volés en Wallonie, de même que 1.346 des 2.134 volés en Flandre et dans les 19 communes de l'agglomération bruxelloise, soit une moyenne de 64%.

Les informations concernant la résidence légale des auteurs ou de l'auteur au moment de l'arrestation ne sont disponibles que pour les années 2005 à 2007. Étant donné que la résidence légale n'est connue que pour la moitié des faits, le tableau n'a qu'une valeur indicative.

06.03 François Bellot (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie. Puis-je supposer que, notamment pour les home-jackings, tout le dispositif mis en place par le gouvernement fédéral, pour la politique de prévention entre autres, sera poursuivi et sans doute renforcé vis-à-vis de ce type de criminalité?

06.04 Jo Vandeurzen, ministre: Si mes souvenirs sont bons, c'est une des priorités reprises dans le Plan national de sécurité. Nous essaierons d'arriver à un cadre plus global. Il est évident qu'un tel travail concerne toutes les parties engagées dans la prévention, la police et bien d'autres.

U kunt verwachten dat er op dat vlak initiatieven zullen komen, maar dat zal waarschijnlijk gebeuren in het kader van de opmaak van de kadernota Integrale Veiligheid.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

07 Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "la mise en place d'un réseau d'expertise 'homophobie' au sein du Collège des procureurs généraux" (n° 5323)

07 Vraag van de heer Xavier Baeselen aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "het oprichten van een expertisenetwerk 'homofobie' bij het College van procureurs-generaal" (nr. 5323)

07.01 Xavier Baeselen (MR): Monsieur le ministre, ce week-end, la Gay Pride s'est déroulée à Bruxelles. À cette occasion, un certain nombre de revendications ont été débattues. J'ai pu constater dans la note de politique générale de la ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, Mme Milquet, qu'elle entendait prendre des contacts avec votre département en vue de mettre en place au niveau du collège des procureurs généraux une cellule d'expertise regroupant les connaissances en matière de discrimination, et notamment celles dont font l'objet les personnes en raison de leur orientation sexuelle.

Des contacts ont-ils déjà été pris entre le département de l'Égalité des chances et le vôtre? Un projet est-il en cours? Si oui, quelles seront les compétences exactes de ce centre d'expertise? Si non, êtes-vous prêt à répondre favorablement à cette demande de la ministre?

07.02 Jo Vandeurzen, ministre: Cher collègue, un premier contact a été pris avec le cabinet de Mme Milquet. La circulaire 14/2006 a renforcé le rôle du magistrat de référence en matière d'homophobie au sein des parquets. Celui-ci est chargé de veiller à la bonne application de la circulaire. En cette matière, le Centre pour l'Égalité des chances joue un rôle important. En effet, il peut recevoir des plaintes et se constituer partie civile. Il a donc un rôle d'appui important auprès des parquets. Il recueille également la jurisprudence en la matière.

Le Collège, en collaboration avec le Centre, a assuré des formations destinées notamment aux magistrats. Le Collège, et plus particulièrement le procureur général de Liège qui est responsable de cette matière, a mis en place une politique cohérente contre les actes homophobes. Celle-ci s'inscrit d'ailleurs dans le cadre plus large de lutte contre toutes les discriminations.

De façon générale, les réseaux d'expertise ont pour vocation de traiter des domaines de compétence plus

larges, qui ne se restreignent pas à une problématique particulière telle que l'homophobie. À défaut, il est à craindre que l'on assiste à l'émergence d'une profusion de réseaux qui traiteraient de compétences atomisées, ce qui ne rencontrerait pas les objectifs d'efficacité et d'efficience qui s'imposent au ministère public.

J'ai bien noté que le ministre responsable pour l'Emploi reçoit des demandes spécifiques. Je soumettrai la question au Collège des procureurs généraux qui en débattront lors de sa prochaine réunion. Je me concerterai évidemment avec Mme Milquet à ce sujet afin de savoir comment la Justice peut l'aider dans ses objectifs.

07.03 Xavier Baeselen (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Si je vous ai bien compris, vous prendrez assez rapidement une initiative en la matière.

07.04 Jo Vandeuren, ministre: Si Mme Milquet le demande...

07.05 Xavier Baeselen (MR): Cela figure dans sa note de politique générale!

07.06 Jo Vandeuren, ministre: ... ainsi que d'autres ministres, j'inscrirai ce point à l'agenda de la prochaine réunion du Collège.

07.07 Xavier Baeselen (MR): C'est fort bien! Voilà qui me permettra d'interroger Mme Milquet cette semaine. J'ai d'ailleurs déjà déposé la question. Je suis certain qu'elle concrétisera les propos formulés dans sa note de politique générale et je vous remercie de répondre favorablement à cette demande.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

08 Question de M. André Perpète au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "la masse d'habillement des gardiens de prison" (n° 5359)

08 Vraag van de heer André Perpète aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de beroepskleding van de cipiërs" (nr. 5359)

08.01 André Perpète (PS): Monsieur le ministre, dans le courant de la précédente législature, les gardiens de prison d'Arlon et de Saint-Hubert notamment s'étaient présentés au travail en tenue civile, sans leur uniforme, pour protester contre le fait que l'administration pénitentiaire ne fournissait pas les masses d'habillement dans des délais raisonnables. Certains gardiens affirmaient qu'il fallait attendre plus de cinq ans pour recevoir des chemises par exemple. Si cela se confirme, les délais étaient particulièrement longs et il était parfaitement légitime pour les gardiens de poursuivre une action permettant de souligner ce problème.

Voici mes questions. D'après votre administration, ce problème est-il toujours d'actualité? Quel est le délai moyen pour recevoir sa masse d'habillement dans le secteur pénitentiaire où on sait que les conditions de travail ne sont pas faciles? Enfin, des moyens seront-ils dégagés sous cette législature pour que les gardiens de prison puissent recevoir leur masse d'habillement dans des délais raisonnables?

08.02 Jo Vandeuren, ministre: Monsieur Perpète, le problème de la masse d'habillement des agents pénitentiaires a fait l'objet d'une attention toute particulière au cours de la dernière année. Un plan pluriannuel a été mis en place afin de résorber le retard. À l'heure actuelle, ce retard a été rattrapé en grande partie grâce à cette initiative et devrait disparaître à court terme.

Le processus de fourniture de vêtements pour le personnel pénitentiaire a été adapté et en outre, cette année, il est garanti que le délai entre la commande qui doit se faire pour le 1^{er} novembre chaque année et la livraison au personnel soit de six mois au maximum. Le délai de livraison requiert au moins quelques mois quand il s'agit de vêtements sur mesure.

On doit noter que les nouveaux agents qui entament leur stage de formation reçoivent immédiatement la plus grande partie de leur uniforme et qu'en tout cas, ils disposent d'un uniforme complet à la fin de leur formation. Nous ne disposons pas des chiffres statistiques demandés. Cette année-ci, l'administration pénitentiaire a rédigé un nouveau cahier des charges pour les trois prochaines années qui tiendra compte

en particulier des délais de livraison. Ce n'est pas tant une question de budget qu'une question de processus. Et nous y veillons.

08.03 André Perpète (PS): Je vois que de réels progrès ont été accomplis ces derniers mois et je m'en réjouis. Je remercie le ministre pour sa réponse.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

09 Question de M. André Perpète au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "les fouilles de détenus dans les prisons" (n° 5361)

09 Vraag van de heer André Perpète aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "het fouilleren van gedetineerden in de gevangenissen" (nr. 5361)

09.01 André Perpète (PS): Madame la présidente, monsieur le vice-premier ministre, comme l'affirmaient récemment des délégués syndicaux, on constate que les gardiens de prison éprouvent de réelles difficultés à soumettre les détenus à des fouilles lors de leur incarcération ou lorsqu'ils reviennent du parloir. Certains détenus mettent en avant certaines notes ou circulaires ministérielles comme motifs de refus.

Malheureusement, comme tout le monde le sait, c'est surtout lors de l'entrée en prison et à l'occasion des visites que les produits illicites pénètrent au sein des établissements pénitentiaires. Si les gardiens, notamment leurs organisations syndicales, dénoncent cette situation, c'est dans le but de se protéger – en effet, comment détecter si des armes entrent dans les prisons s'il est impossible de procéder à des fouilles? – mais aussi pour protéger les détenus des risques de trafic, d'overdose, de racket dont on connaît l'existence.

Monsieur le vice-premier ministre, vous l'avez compris, il est temps que des mesures législatives soient prises ou modifiées pour que la sécurité du personnel pénitentiaire et des détenus soit assurée. En effet, quelle serait la réaction si, demain, les prisons devenaient un lieu de non-droit où tous les trafics sont permis parce que le contrôle des détenus n'est plus suffisamment efficace?

Monsieur le vice-premier ministre, êtes-vous au courant des difficultés rencontrées par les gardiens dans le cadre de fouilles de détenus?

Avez-vous, en collaboration avec votre administration et les organisations représentatives des travailleurs, déjà des solutions pour endiguer ce problème afin que détenus et gardiens puissent évoluer en toute sécurité au sein des établissements pénitentiaires, en respectant la dignité des détenus?

Ce type de problème se pose-t-il aussi dans des établissements de plus petite taille comme ceux d'Arlon ou de Saint-Hubert?

Enfin, quel comportement les gardiens doivent-ils adopter selon vous afin de remplir leur tâche difficile dans des conditions de sécurité maximales et tout en restant dans la légalité?

09.02 Jo Vandeurzen, ministre: Cher collègue, l'entrée en vigueur, le 15 janvier 2007, du titre V de la loi de principe concernant l'administration pénitentiaire et le statut juridique des détenus a également rendu applicables les mesures prévues par la loi en matière de fouilles. Elle s'est accompagnée, au début, de certaines imprécisions sur le terrain. La loi de principe prévoit notamment deux sortes de fouilles: une fouille des vêtements et une fouille corporelle.

En vertu de l'article 108 §2 de la loi, seul le directeur peut ordonner une fouille corporelle par décision motivée lorsque des indices individuels laissent supposer que la fouille des vêtements ne suffit pas pour maintenir l'ordre et la sécurité.

La loi de principe ne définit toutefois pas de manière correcte les modalités pratiques de la fouille des vêtements ou de la fouille corporelle. Ce manque de clarté opérationnelle de la loi a, pendant une période limitée, causé des problèmes et a contraint l'administration pénitentiaire à donner des instructions complémentaires au sujet de la méthode à suivre.

Ces instructions, qui datent de février 2007, déterminent tout d'abord les cas dans lesquels une fouille des vêtements s'impose et comment celle-ci doit être effectuée. Afin de garantir la sécurité, on distingue trois

formes de fouilles des vêtements: sommaire, approfondie et complète. La forme la plus poussée permet de demander aux détenus de se déshabiller et de remettre leurs vêtements aux agents pénitentiaires en vue d'une fouille très minutieuse.

Ces instructions prévoient en outre que chaque fois que le détenu est entré en contact non surveillé avec des personnes extérieures à l'établissement, après une visite intime, après un congé pénitentiaire ou encore lorsque des indices d'insécurité existent, une fouille au corps puisse être ordonnée et exécutée par décision motivée du directeur lors de la mise en cellule.

Certains détenus ont cité l'État belge, considérant que ces instructions sont contraires à la loi de principe. L'État belge a été condamné en première instance dans deux affaires. En degré d'appel, il a été jugé dans la première affaire que les instructions ne violaient pas la loi de principe, tandis que le recours est toujours pendant pour la seconde.

Dans une décision récente, il a été confirmé encore une fois que la fouille complète des vêtements n'était pas contraire à la dignité ou à l'intégrité humaine.

Par ailleurs, la manière dont la fouille doit avoir lieu est systématiquement abordée pendant la formation de base des nouveaux agents pénitentiaires. En outre, les chefs de quartier et les assistants pénitentiaires – en tant que supérieurs directs – sont obligés de former et de soutenir leurs collaborateurs.

Les instructions ne sont pas propres aux seules prisons d'Arlon et de Saint-Hubert, mais s'appliquent à tous les établissements. Elles indiquent clairement comment le personnel doit effectuer la fouille des vêtements et la fouille au corps. Le fait que ces instructions aient été confirmées par le juge permet de garantir l'ordre et la sécurité dans les prisons.

Je souhaite encore souligner que les détenus sont obligés d'apporter leur collaboration lorsqu'une de ces fouilles a lieu. Un refus est considéré comme une infraction disciplinaire – refus d'un ordre du personnel – qui amorce le lancement d'une procédure disciplinaire.

09.03 André Perpète (PS): Madame la présidente, je remercie le ministre de sa réponse. À l'égard tant des gardiens que des détenus, il importe que ces indications soient connues. Il est vrai que ces derniers sont placés sous surveillance rapprochée de l'État. Il est donc normal qu'ils doivent collaborer aux fouilles s'ils y sont soumis.

En revanche, on entend que certains sont fouillés, et d'autres non. L'impression qui en ressort est que la situation dépend quelque peu de la section de la prison dans laquelle on se retrouve, ou du gardien ou encore du responsable de quartier, etc.

Tout le monde gagnerait à ce que les instructions soient rappelées aux détenus, mais surtout aux gardiens, de sorte que les prisons du Royaume appliquent uniformément la législation et les circulaires, tout en sachant bien que certains détenus sont plus dangereux que d'autres et nécessitent sans doute une surveillance particulière.

En tout cas, monsieur le ministre, je me réjouis de l'existence d'un dispositif détaillé. Encore faut-il le faire appliquer uniformément, mais cela dépend des directeurs de prison et des gardiens eux-mêmes.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

10 Samengevoegde vragen van

- de heer Peter Logghe aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de foutieve berekening van de duurtijd van de gevangenisstraffen" (nr. 5403)

- de heer Renaat Landuyt aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de verklaringen van rechter Pieters over de onterechte vervroegde vrijlatingen" (nr. 5417)

- de heer Raf Terwingen aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "gevangenen die te vroeg zouden zijn vrijgelaten" (nr. 5441)

10 Questions jointes de

- M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles

sur "le calcul erroné de la durée des emprisonnements" (n° 5403)

- M. Renaat Landuyt au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "les déclarations du juge Pieters à propos de libérations anticipées non justifiées" (n° 5417)

- M. Raf Terwingen au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "des détenus qui auraient été libérés prématurément" (n° 5441)

De **voorzitter**: De heer Landuyt is niet aanwezig.

10.01 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, afgelopen vrijdag is gebleken dat de duurtijd van de uit te zitten gevangenisstraf afhankelijk is van een interpretatie die door de minister van Justitie, uzelf, moet worden gegeven. Een van de vele mogelijke interpretaties is vervat in een computerprogramma, dat momenteel kan worden bediend door slechts een ambtenaar.

Eerlijk gezegd, bij het vernemen van dat gegeven, schrok ik mij toch een hoedje. De huidige interpretatie is formeel in strijd met de parlementaire soevereiniteit, want een vonnis moet volledig gedekt zijn door een straf en een straf uiteraard door de wet. Blijkt ook nog eens dat er in het verleden inhoudelijk, wat de concrete berekening van de straftijd betreft, een opvatting contra legem heerste, omdat een aantal gevangenen onterecht vervroegd zouden zijn vrijgelaten. Er zouden ook een aantal hiaten bestaan in de huidige wet, die een correcte berekening in sommige gevallen onmogelijk maken, waardoor er blijkbaar vogelpik moet worden gespeeld met een mathematische interpretatie van de gegevens die in de strafwet zijn vervat. Die gegevens zijn gebrekkig, niet volledig.

De vraag is dan ook, mijnheer de minister, hoeveel gedetineerden inmiddels vervroegd zijn vrijgekomen op grond van die verkeerde berekening. Hebt u daarop een zicht? In welke periode zijn de wederrechterlijke vrijlatingen gebeurd? Hoeveel gedetineerden dienen als gevolg van de foutieve berekening nu langer in de gevangenis te blijven?

Ik begrijp, mijnheer de minister, dat ik hier om cijfergegevens vraag. Misschien kunt u die nog niet onmiddellijk voorleggen. Indien u geen antwoord hebt, zou ik als minister van Justitie zeer nieuwsgierig zijn en binnen de kortste keren willen weten wie er voor een stuk ontsnapt is aan de strafuitvoering en wie er nu langer in de gevangenis dient te blijven. Zoals u weet, is er een cellentekort en dan moet er toch wel worden geschoven met bepaalde straffen, indien sommigen nu langer in de gevangenis moeten blijven dan hun in het vooruitzicht was gesteld.

Ten slotte, wat de gebrekkige bepalingen betreft in de wet, zult u hierover een wetsontwerp indienen? Zo ja, tegen wanneer? Of laat u het initiatief ter zake over aan het Parlement? U weet dat wij paraat zijn en wij kunnen ook onmiddellijk in actie schieten. Ik heb u tijdens de begrotingsbesprekingen gevraagd met welke wetsontwerpen u prioritair naar de Kamer zou komen. U hebt daar toen geen concreet antwoord op gegeven. Dit is toch wel iets dat wij binnen de kortste keren moeten oplossen: u, wij of – beter nog – wij allen samen.

10.02 Raf Terwingen (CD&V - N-VA): Mijnheer de minister, mijn vraag gaat een beetje in dezelfde zin als de vraag van de heer Schoofs. Naar aanleiding van de studiedag van afgelopen vrijdag en de persartikels die daaruit zijn voortgevloeid, zou inderdaad een aantal gevangenen te vroeg zijn vrijgelaten. Uit de informatie, die ik daaromtrent lees, blijkt dat het zou gaan om gevangenen die meerdere misdrijven hebben gepleegd, zogenaamde recidivisten. De oorzaak zou inderdaad liggen in het verkeerd interpreteren van de toepasselijke wetgeving door de voormalige minister van Justitie Onkelinx.

Concreet stel ik u volgende vragen. Welk concreet probleem omtrent de interpretatie van de wetgeving heeft zich voorgedaan?

Ten tweede, hoeveel gevangenen werden op basis van de foutieve interpretatie te vroeg vrijgelaten?

Ten derde, wat heeft de vorige minister van Justitie gedaan om haar fout in alle stilte recht te zetten en met welk resultaat?

10.03 Minister Jo Vandeuren: Mevrouw de voorzitter, pas zodra een veroordeelde in de wettelijke termijnen verkeert voor een voorwaardelijke invrijheidsstelling, maakt de gevangenisdirecteur een advies op ten opzichte van de strafuitvoeringsrechtbank. Dat is zo in de wet op de externe rechtspositie vastgelegd. Zowel de strafuitvoeringsrechtbank als het openbaar ministerie bij de strafuitvoeringsrechtbank oefent

controle uit op de wettelijke toelaatbaarheidsvoorwaarden. Zowel de veroordeelde als het openbaar ministerie kan cassatieberoep aantekenen. Het Hof van Cassatie beslist dan of er al dan niet toelaatbaarheid tot voorwaardelijke invrijheidsstelling bestaat op een bepaalde datum. Er is dus wel degelijk een rechterlijke controle op de vaststelling van de toelaatbaarheidsdatum.

Mij zijn geen wederrechtelijke vrijlatingen bekend. De bevoegdheid tot de voorwaardelijke invrijheidsstelling berust trouwens bij de strafuitvoeringsrechtbank. Ook het openbaar ministerie bij die rechtbank houdt toezicht op de naleving van de toelaatbaarheidsvoorwaarden. Er is dus wat mij betreft op dit ogenblik ook geen sprake van veroordeelden die als gevolg van een foutieve berekening langer in de gevangenis moeten blijven.

Het is wel belangrijk om te begrijpen dat natuurlijk een en ander is veranderd door de introductie van de strafuitvoeringsrechtbanken. Ook de circulaire is aangepast, nadat de strafuitvoeringsrechtbanken in werking zijn getreden. Zo is er nu, bijvoorbeeld, in de wet zelf expressis verbis ingeschreven wat de staat van herhaling is. Een circulaire heeft die zaken verduidelijkt.

De moeilijkheden bij de exacte bepaling van de toelaatbaarheidsdatum voor de voorwaardelijke invrijheidsstelling liggen in het aftoetsen van de uitgifte van het vonnis of het arrest door de griffies van de gevangenissen. Hiervoor worden regelmatig opleidingen voor het griffiepersoneel georganiseerd. Daarin schuilt een stuk van de problematiek. In de wet staat dat minimaal twee derde van de straf moet worden uitgezeten als er een staat van wettelijke herhaling is, wat moet worden afgeleid uit het vonnis dat afkomstig is van de bodemrechter. De tekst bepaalt: "Staat van herhaling: de herhaling zoals gedefinieerd door het Strafwetboek en door bijzondere strafwetten en die is vastgesteld in het vonnis of arrest van veroordeling door de uitdrukkelijke verwijzing naar een veroordeling die aan de herhaling ten grondslag ligt." Met andere woorden, men moet daarvoor het vonnis lezen en kijken of er in dat vonnis in zijn geheel inderdaad zo'n verwijzing staat.

Ik heb beslist, naar aanleiding van de signalen dat daarover moeilijkheden zouden kunnen bestaan, om een aantal experts in de materie samen te roepen. Er is ook al wat studiewerk over verricht, dat wij kunnen gebruiken. De experts zullen zich buigen over de problematiek van de eenduidige interpretatie van de wet. Zij zullen eventueel overgaan tot het opstellen van aanvullende instructies voor de gevangenissen en, indien dat nodig is, voorstellen doen om wetgevend op te treden.

Op het niveau van het directoraat-generaal Penitentiare Inrichtingen werkt men aan een nieuwe versie van het softwareprogramma voor de strafberekening. Dat programma vergt trouwens een continue synchronisatie met de wetgeving betreffende de strafuitvoering.

Afhankelijk van de conclusies van de werkgroep zal ik bekijken of er een wetsontwerp moet worden ingediend of dat aanvullende instructies voor de gevangenissen een voldoende oplossing zijn.

Het spreekt voor zich dat het informaticaprogramma dat de toelaatbaarheidsdatum berekent, volledig conform de wet en de gegeven instructies moet zijn.

Ik zou u, in het algemeen, echter willen wijzen op iets wat wij de volgende weken en maanden nauwgezet zullen moeten volgen. Door het introduceren van de strafuitvoeringsrechtbanken, waarbij het openbaar ministerie, de gedetineerde, en eventueel ook de betrokken slachtoffers aanwezig zijn, is de problematiek van de strafuitvoering natuurlijk in een andere context gekomen.

Vroeger – ik vat het nu wat samen – legde, op basis van het artikel in het Wetboek van Strafvordering betreffende de verantwoordelijkheid van het openbaar ministerie voor de strafuitvoering, het openbaar ministerie het vonnis ten uitvoer, waarna het vaak aan de administratie Penitentiare Inrichtingen en de minister van Justitie toekwam om de verdere uitvoering van de straf op zich te nemen, of in ieder geval de verantwoordelijkheid daarvoor. Nu wordt dat een zaak van de strafuitvoeringsrechtbanken en wordt daarin ook het openbaar ministerie betrokken.

Zoals u weet uit mijn beleidsnota, betekent dat ook – dat heb ik uitdrukkelijk in mijn beleidsnota weergegeven – dat voortaan natuurlijk ook het openbaar ministerie een veel meer expliciete rol zal moeten opnemen in het geheel van de strafuitvoering. Het gaat dan niet alleen meer om de tenuitvoerlegging van de straf, maar ook om de opvolging, enzovoort. In die zin ontstaat er toch wel een nieuwe context waarin de strafuitvoering bekeken moet worden. Het zal u dan ook niet verbazen dat ik in die werkgroep ook iemand

van het openbaar ministerie zal betrekken, omdat het openbaar ministerie nu ook, al is het maar door aanwezig te zijn in de strafuitvoeringsrechtbanken, eventueel cassatie kan instellen als het van oordeel is dat de berekeningen niet correct zouden zijn. Het openbaar ministerie heeft daarvoor dus een bijkomende, expliciet formeel georganiseerde verantwoordelijkheid.

We zullen dus nagaan of wij daar echt moeten optreden. Het gaat trouwens niet alleen over de problematiek van de staat van herhaling. Er moeten nog andere vragen beantwoord worden. De berekening van de straf is namelijk inderdaad niet zo'n eenvoudige zaak. Vaak moet een combinatie van verschillende veroordelingen berekend worden. We zullen nagaan of er, gelet op de nieuwe benadering via de strafuitvoeringsrechtbanken, een aantal initiatieven genomen moeten worden.

10.04 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, u zegt in feite dat het probleem momenteel niet bestaat. Er zou een probleem kunnen zijn, en met het oog daarop roept u een werkgroep samen. De problemen moeten dus nog ontdekt worden, maar ze worden door sommigen al gesignaleerd. De problemen zijn dus blijkbaar niet zo erg als wordt voorgehouden door degenen die ze signaleren. We moeten dan inderdaad afwachten. Sommigen hebben blijkbaar een iets te paniekerige reactie geuit op de informatie die meegedeeld is op de studiedag.

In elk geval hebt u toch duidelijk proberen te omschrijven waar de problemen zich kunnen situeren, namelijk op het vlak van de implementatie van alles wat met de strafuitvoeringsrechtbanken te maken heeft.

Dat moeten we vanuit de oppositie dus opvolgen. Momenteel bergen we de wapens dus even op, om het zo uit te drukken.

I rest my case. We houden even onze kritiek aan. We zullen samen met u bekijken waar zich de problemen in de toekomst voordoen.

Mijnheer de minister, ik hoop uit de grond van mijn hart dat er inderdaad niemand ten onrechte vervroegd is vrijgelaten en uiteraard ook dat er geen foute mededelingen zijn gebeurd aan gedetineerden die vervroegd zouden moeten vrijkomen en die nu langer in de gevangenis zouden moeten verblijven. Misschien zou men toch tot andere berekeningen kunnen komen in de toekomst. Zoals gezegd, dat wordt afwachten. Ik hoop voor u en voor ons allemaal dat er geen fouten zijn gebeurd zoals die worden voorgehouden.

10.05 Raf Terwingen (CD&V - N-VA): Mijnheer de minister, bedankt voor uw geruststellend antwoord. Ik noteer ook – en ik denk dat dit een aandachtspunt moet zijn – dat in het vonnis zelf moet bepaald worden door de feitenrechter of er sprake is van recidive of niet. Het is natuurlijk belangrijk dat het duidelijk wordt aangeduid om de diensten ook in staat te stellen om na te gaan of al dan niet de regel van een derde dan wel twee derden van de straf moet toegepast worden. Ik denk dat er daaromtrent wel eens uiteenlopende interpretaties zijn, vaak van de feitenrechters zelf. Ik denk dat we heel alert moeten blijven dat de feitenrechters, die moeten beoordelen of er sprake is van recidive, heel duidelijke richtlijnen krijgen om uit te maken of dat al dan niet het geval is, zodat de gedetineerden die twee derden verdienen omdat ze al een keer in de fout zijn gegaan, die ook opgelegd zullen krijgen.

10.06 Minister Jo Vandeuren: Ik zou de collega's toch niet de indruk willen geven dat ik daar nu allemaal zeer gerust in ben. Ik denk dat het probleem dat gesignaleerd werd, een ernstig probleem is. Het kan niet dat de strafmaat een zaak is die niet op een objectieve en universele manier kan worden berekend. Dat punt verdient zeker nader onderzoek.

Ik geef echter wel aan dat wij ons ervan bewust moeten zijn dat die problematiek nu in een context moet worden gezien waarbij er een rechtbank over de straf oordeelt, waarbij het openbaar ministerie aanwezig is en waarbij een voorziening in cassatie mogelijk is. Het lijkt mij ook een normale zaak dat er zich een rechtspraak ontwikkelt. Ik heb begrepen dat er trouwens al een paar arresten van het Hof van Cassatie zijn geweest die precies over de problematiek van de staat van herhaling uitspraak hebben gedaan. Ik denk dat het wel een ernstige zaak is die voldoende aandacht verdient.

Ik geef u een voorbeeld. Soms vraagt men hoe het komt dat men bij verschillende benaderingen tot dergelijke verschillen in straffen komt. Welnu, het zal u bekend zijn dat, wat de voorwaardelijke invrijheidstelling betreft, bijvoorbeeld voor iemand die tot levenslang is veroordeeld waarbij er sprake is van herhaling, er een maximum is van zestien jaar. Met andere woorden, er zijn bepalingen in de wet die zeggen dat er maximumstraf is. Als men natuurlijk dertig of drieëndertig jaar neemt tegenover levenslang, dan is het

mogelijk dat men een andere berekening krijgt op basis van de wettelijke bepalingen, omdat men in het ene geval een plafond heeft en met in het andere geval misschien te maken heeft met een combinatie.

We moeten natuurlijk proberen te objectiveren of dat systeem – en dan kom ik wel tot wettelijke vragen – een coherent en logisch verhaal is. In die zin til ik er zwaar aan. Als we in 2008 zeer expliciet aandacht besteden aan de strafuitvoering, dan is dat natuurlijk een werkpunt waarop we zeker moeten doorgaan. Het is ook om die reden dat ik in mijn beleidsnota heel uitdrukkelijk verwezen heb naar het feit dat we met het openbaar ministerie over die wettelijke opdracht van de straffenuitvoerlegging een breder gesprek moeten hebben. Dat zal nu anders zijn dan het vroeger, klassiek werd benaderd. Vandaar mijn vermelding in de beleidsnota.

10.07 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Ik wil daar nog even op inpikken. De conclusie is dus dat we momenteel nog niet voldoende kunnen garanderen dat er voldoende parameters zijn aan objectiveerbare gegevens. Uiteraard zullen er altijd fouten gebeuren en daarvoor kan men zich uiteraard tot Cassatie wenden. Mijnheer de minister, het voorwerp van het onderzoek dat u zult voeren, is of er momenteel voldoende waarborg is.

Ten slotte wil ik nog even wijzen op de complexiteit van het hele stelsel. Men heeft er jarenlang aan gesleuteld en momenteel is alles misschien gewoon te ingewikkeld te worden. Misschien moeten we terug kunnen keren naar vereenvoudigde procedures en er daadwerkelijk aan denken om de wet-Lejeune en de vervroegde vrijlating af te schaffen. Men spreekt dan een straf uit die moet worden uitgezeten en verder de boeken dicht.

10.08 Minister Jo Vandeurzen: Dat heeft er eerlijk gezegd niet zoveel mee te maken. Het heeft er iets mee te maken, omdat nu in de wet op de externe rechtspositie de vraag over de herhaling aanleiding geeft tot het bepalen van een niveau waaronder men niet in aanmerking komt voor de voorwaardelijke invrijheidstelling. Het is echter wel wat breder dan dat. Op dit moment oordeelt een rechtbank terwijl het openbaar ministerie aanwezig is. De gedetineerde laat zich bijstaan en er is een voorziening in cassatie mogelijk. Er zijn dus rechtsmiddelen om ervoor te zorgen dat er rechtszekerheid ontstaat en dat men geen willekeur ondergaat. Dat belet niet dat, als er door de rechters wordt aangegeven dat er een probleem is met onder andere de transparantie en de berekeningsmethodes, wij dat ernstig moeten nemen en bekijken hoe we die zaken kunnen aanpakken. Het blijkt dus dat er noodzaak is aan een technisch onderzoek en dat zullen we ook doen.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

11 Question de Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "la grève des agents pénitentiaires de la prison de Forest" (n° 5425)

11 Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de staking van de penitentiaire beambten van de gevangenis van Vorst" (nr. 5425)

11.01 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, depuis plus de dix jours, les agents pénitentiaires de la prison de Forest sont en grève. Si j'ai bien compris, la fin de cette grève serait imminente. Tout le monde connaît les conséquences d'une grève en milieu pénitentiaire, et surtout dans une maison d'arrêt: pas de visite, pas de transfert au palais - ce qui met à mal les droits de la défense -, pas de suivi médical, pas de suivi psychologique, pas de douche - ou peut-être une fois par semaine -, pas de préau, pas de cantine. Les échos des familles et des avocats sont plus qu'alarmants en ce qui concerne la prison de Forest, dont on connaît la surpopulation chronique. Les conditions de détention, même en dehors des grèves, y sont plutôt difficiles.

Disposez-vous d'indications précises concernant les conditions de détention? Avez-vous visité cette prison pendant la grève? Les droits fondamentaux des détenus sont-ils garantis? Les droits de la défense ont-ils été garantis lors de cette grève de dix jours? Qu'en est-il des transferts des détenus au palais de justice? Avez-vous connaissance de tensions ou de cas de personnes n'ayant pas eu accès aux soins? Beaucoup d'échos ont été relayés par différentes associations de défense des droits de l'homme ou autres et par les avocats. Où en sont les négociations avec les agents pénitentiaires?

11.02 Jo Vandeurzen, ministre: Chère collègue, la grève des agents pénitentiaires a pris fin ce matin à six

heures, suite au mot d'ordre des syndicats et membres du personnel ce lundi. Pendant la grève, il y a eu une réduction de régime au niveau du travail des détenus et des visites. Les préaux ont eu lieu, sauf à partir de samedi après-midi, suite à un incident. Les détenus ont pu prendre leur douche, la cuisine fonctionnait de façon normale. Les visites des familles ont été supprimées. Quant aux visites des avocats, les horaires normaux n'ont pas pu être respectés. Néanmoins, pour les avocats qui prenaient contact avec la prison, des visites ponctuelles étaient organisées. Les transferts vers d'autres établissements ont eu lieu. Les transferts vers le palais de justice ont été supprimés. Les soins médicaux pour les détenus ont été garantis.

Une rencontre a eu lieu le 16 mai entre les organisations syndicales de Forest et le directeur général. Ils se sont mis d'accord sur les points suivants. Un monitoring journalier de la population pénitentiaire de Forest sera assuré par la direction régionale pendant une période trois mois. Un suivi sera assuré par une réunion entre les organisations syndicales de Forest, le directeur général et le directeur régional. La direction régionale organisera avec la direction de Forest une réunion sur le thème des rapports disciplinaires, afin d'apporter plus de clarté au personnel. Une demande d'extension de cadre, encore à définir, sera introduite pour le plan personnel 2009. Les mouvements pour les détenus seront gelés entre 12 heures et 13.30 heures, et entre 17.15 heures et 17.45 heures, sauf urgence. Des promesses ont également été faites sur la mise au point d'installations interphones et de talkies-walkies, ainsi que sur la fourniture d'équipements pour les détenus.

11.03 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, pour éviter d'éventuelles grèves, j'espère que les décisions prises lors des négociations avec les agents pénitentiaires seront suivies d'effet, même si je sais que vous n'êtes pas responsable de cette maison d'arrêt.

Nous avons réalisé un énorme travail pendant huit ans sur les prisons mais je pense qu'il y a une marge conséquente entre ce que la direction affirme et la réalité du terrain lors des grèves. Pour avoir discuté avec de nombreux avocats, je sais que les visites n'étaient pas organisées, ils n'ont pas pu voir leurs clients pendant dix jours. Pour avoir eu des échos de différents détenus, je crois que les soins n'ont pas été garantis, loin de là!

Je crois donc que pendant les grèves, c'est une zone de non-droit, à la limite de traitements inhumains et dégradants dans une prison telle que Forest.

Il faudrait sans doute trouver des solutions alternatives. Je suis pour le droit de grève, entendons-nous bien et pas pour le service minimum, monsieur Baeselen, mais je pense qu'il faudrait trouver des solutions d'encadrement autre en période de grève, surtout dans une maison d'arrêt où tous les droits de la défense sont remis en cause. Il ne faut pas oublier qu'un mandat d'arrêt est prolongé de mois en mois. Des personnes resteront des mois en prison à cause d'une grève.

11.04 Jo Vandeurzen, ministre: Votre question et vos soucis sont importants.

Ce que j'ai avant tout appris, c'est que les conditions de travail dans la prison ne sont vraiment pas faciles. C'est le moins que l'on puisse dire!

Chers collègues, j'espère sincèrement qu'au moment où les décisions sur le budget pluriannuel devront être prises, on donnera les priorités adéquates. Tout le monde au sein du Parlement est conscient du fait qu'il faut investir dans les prisons, pour améliorer les conditions de travail dans ces prisons et les conditions pour les détenus. Si j'ai demandé au gouvernement de prendre une décision de principe sur l'augmentation de la capacité, c'est parce que je ne veux pas que la question de l'exécution des peines et la situation dans nos prisons soient placées à la fin de la discussion politique, comme cela a été le cas pendant des années.

Ce n'est pas une question de gouvernement précédent. Il n'y a manifestement pas eu d'intérêt dans notre pays pour cette problématique pendant des dizaines d'années!

Ce que j'entends des gens sur le terrain, c'est qu'ils ne croient plus le monde politique quand il dit que des investissements auront lieu dans la qualité des prisons. Pour moi, c'est cela le souci principal. Évidemment, il y a un droit à la grève. J'accepte tout cela mais notre responsabilité est d'abord de tenir les promesses que nous faisons.

Cela vaut aussi dans les discussions difficiles. Il faut accepter les priorités. J'aimerais que tous ceux qui me posent des questions aujourd'hui soient à mes côtés pour mettre ce point à l'agenda, à côté du pouvoir

d'achat, de la compétitivité des entreprises. Nous devons résoudre la question de l'avenir de nos prisons.

11.05 Karine Lalieux (PS): Monsieur le ministre, je pense qu'on a montré avec la précédente ministre de la Justice combien on a investi dans le milieu pénitentiaire puisqu'on n'avait jamais autant réformé les législations y relatives avant ces quatre années. Elle a eu aussi des budgets conséquents. Peut-être a-t-elle connu un problème avec la Régie des Bâtiments. C'est une question qu'il faudrait poser aussi à certains collègues. En tout cas, sachez que vous aurez notre soutien pour améliorer la situation dans les prisons.

Je le répète, pendant quatre ans, sous la précédente législature, c'est ce qu'on a essayé de faire!

11.06 Jo Vandeuren, ministre: Je n'ai pas critiqué l'ancien ministre de la Justice; au contraire, j'ai repris des décisions qui avaient été prises dans le gouvernement précédent mais vous connaissez la réalité – cela vaut aussi pour la coopération avec la Régie des Bâtiments.

Il faut absolument, dans les deux ou trois ans à venir, avoir une perspective autre que la situation actuelle.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

12 Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "les mesures prises en vue d'éviter les paroles ou actes homophobes dans les établissements pénitentiaires" (n° 5428)

12 Vraag van de heer Xavier Baeselen aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de maatregelen om homofobe uitspraken of handelingen in de gevangenissen te voorkomen" (nr. 5428)

12.01 Xavier Baeselen (MR): Madame la présidente, monsieur le ministre, restons dans les prisons et, plus particulièrement, sur la situation de certains détenus. Un communiqué de presse de la Section française de l'Observatoire international des prisons m'incite à vous interroger sur les mesures prises en Belgique en vue d'éviter les paroles ou actes homophobes dans les établissements pénitentiaires belges.

Ce communiqué nous informe qu'un jeune homme incarcéré le 8 mars 2008 a été retrouvé pendu dans sa cellule. Il semblerait que le suicide ait fait suite à des pressions très importantes exercées sur sa personne dans le milieu pénitentiaire en raison de son homosexualité. Ce milieu n'est pas particulièrement facile ni tendre à l'égard de cette question.

Les statistiques comportant des comportements, des paroles ou des actes homophobes dans les établissements pénitentiaires sont-elles disponibles? Ces attitudes y sont-elles fréquentes?

Quelles mesures ont-elles été prises pour éviter de tels comportements, tant des agents pénitentiaires que des codétenus? Une question importante à cet égard: la formation des gardiens de prison intègre-t-elle un module visant à les informer quant aux interdictions et aux conséquences éventuelles d'un comportement discriminatoire et, plus particulièrement, homophobe de la part de certains gardiens mais surtout des autres détenus?

Quelles sanctions peuvent-elles être prises à l'encontre de codétenus ou de gardiens dans de tels cas?

Quelles mesures sont-elles applicables en matière de prévention du suicide, en général, en prison?

12.02 Jo Vandeuren, ministre: Madame la présidente, chers collègues, il n'existe pas de statistiques reprenant ce type de comportements. Néanmoins, il semblerait que le phénomène reste relativement rare même s'il ne peut être nié. Il n'y a aucune raison pour que ce problème sociétal épargne le milieu pénitentiaire.

Il n'existe pas de module de formation spécifique aux comportements homophobes. Toutefois, il s'agit d'un point d'attention particulier au travers de l'ensemble de la formation. Il est notamment abordé dans le module consacré à la déontologie, au même titre que l'ensemble des points relatifs à la gestion de la diversité en prison et dans le module relatif aux aspects réglementaires. De même, il n'existe pas de formation continuée spécifique sur les comportements homophobes. De nombreux établissements pénitentiaires ont centré une attention particulière à la mixité et à la diversité en leur sein, notamment par le biais de formations

continuées.

On peut donc dire qu'il s'agit d'un aspect abordé dans un contexte global de sensibilisation à la diversité en milieu pénitentiaire. Les comportements et les paroles homophobes sont punissables pénalement. En tant que tels, ils seront dénoncés au parquet, éventuellement avec plainte, dès leur constatation, et ce, qu'ils soient commis par des membres du personnel ou par des détenus. Par ailleurs, tant les détenus que les membres du personnel pourront faire l'objet de poursuites disciplinaires.

En matière de prévention du suicide, un raisonnement similaire peut être retenu. Il n'y a pas de module spécifique; néanmoins, les agents pénitentiaires reçoivent durant leur formation un cours sur les incidents critiques, notamment les suicides, et leur gestion.

Ils reçoivent également une formation de communication avec les détenus, qui leur permet d'identifier les situations de crise et donc de prévenir qu'un tel incident ne survienne.

12.03 Xavier Baeselen (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Cependant, si l'on affine les programmes de formation des agents pénitentiaires, il serait utile de créer un module de formation approprié à cette question.

Comme vous l'avez dit, la prison reflète ce qui se passe dans la société en général. Malheureusement, ce genre de phénomène est plus important qu'on ne le pense. Il reste tabou, sans doute parce qu'il est lié à la question de la sexualité en prison. Mais j'aurai l'occasion d'y revenir au travers d'une autre question.

Il serait donc judicieux que les futurs programmes de formation intègrent cette dimension.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

13 Vraag van mevrouw Katrien Schryvers aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de locatie van het huwelijk binnen de gemeente" (nr. 5433)

13 Question de Mme Katrien Schryvers au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "le lieu de célébration du mariage dans la commune" (n° 5433)

13.01 Katrien Schryvers (CD&V - N-VA): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb een vraag over de locatie, de gebouwen in de gemeenten waar huwelijken doorgaan. In artikel 75 van het Burgerlijk Wetboek staat dat het huwelijk in het gemeentehuis worden voltrokken. Naar aanleiding van het millennium, waar een aantal trouwlustigen blijkbaar op een originele plaats in het huwelijk wilden stappen, herhaalde de toenmalige minister van Justitie deze verplichting in een rondzendbrief van 14 december 1999.

Die bepaling dat het huwelijk in het gemeentehuis moet worden voltrokken, heeft te maken met het gegeven dat de registers van de burgerlijke stand niet buiten het gemeentehuis mogen worden verplaatst. Zij vormen een eenheid en worden in hun geheel bewaard. Alleen in uiterst uitzonderlijke omstandigheden, bijvoorbeeld in het geval van een ernstige ziekte van een van de partijen waardoor die zich in de onmogelijkheid bevindt om zich bij de ambtenaar van de burgerlijke stand aan te bieden of indien een vonnis de voorlegging van de registers aan de rechtbank beveelt, is verplaatsing van die registers mogelijk.

Hiervoor moet vooraf aan de procureur des Konings een advies worden gevraagd. Door de huidige grootte van steden en gemeenten hebben deze gewoonlijk meerdere gebouwen in eigendom. Er is op veel plaatsen een scheiding ontstaan tussen gebouwen voor zuiver administratieve handelingen en gebouwen voor ceremoniële gelegenheden. Bovendien zijn veel gemeenten door de jaren eigenaar van parkgebieden geworden, waarvan het idyllische karakter heel wat trouwlustigen aanspreekt.

Het is mij ook bekend dat in heel wat gemeenten de praktijk bestaat dat huwelijken niet worden voltrokken in hetzelfde gebouw als dat waar de registers worden beheerd. De dag van vandaag wordt in heel wat gemeenten ook nog gehuwd in de verschillende deelgemeenten en in een stad als Antwerpen in de districthuizen. Ik heb begrepen dat dit destijds bij de fusie van gemeenten als overgangsmaatregel was toegestaan, en dat dit vandaag, dertig jaar later, nog van toepassing is.

Mijnheer de minister, is het u bekend dat in heel wat gemeenten huwelijken doorgaan op andere plaatsen dan in het gemeentehuis? Zijn hierover cijfers beschikbaar? Wat zijn, indien een huwelijk doorgaat op een

andere plaats dan het gemeentehuis, de gevolgen voor het huwelijk, voor de gehuwden en voor de ambtenaar van de burgerlijke stand?

In verband met de verplaatsing van de registers van de burgerlijke stand, wat is het statuut van het antwoord van het parket als een gemeente een vraag tot verplaatsing stelt? Is een formele toestemming nodig of gaat het om een advies? Wat zijn de gevolgen als de registers na een negatief advies toch zouden worden verplaatst?

13.02 Minister **Jo Vandeurzen**: Mevrouw de voorzitter, mevrouw, ik beschik niet over cijfers van het aantal huwelijken dat werd voltrokken buiten het gemeentehuis. De huwelijksvoltrekking vindt plaats op het gemeentehuis waar de aangifte is gebeurd, waardoor de voltrekking van een huwelijk in het openbaar geschiedt. Het huwelijk dat niet in het openbaar is gebeurd, kan door de rechtbank nietig worden verklaard. De ambtenaar van de burgerlijke stand die zonder geldige, absolute noodzaak, bijvoorbeeld een zwaar zieke die niet meer in staat is om zich naar het gemeentehuis te begeven, een huwelijk afsluit buiten het gemeentehuis respecteert de wet niet.

De aanwezigheid van een geldige, absolute noodzaak wordt concreet beoordeeld door de ambtenaar van de burgerlijke stand die erop zal toezien dat ook dan het huwelijk in het openbaar zal worden voltrokken, bijvoorbeeld door de deur van het huis van de zieke voor het publiek open te zetten.

Indien de ambtenaar van de burgerlijkste stand de wettelijke vereisten van de openbaarheid door de voltrekking van het huwelijk in het gemeentehuis niet respecteert, kan de nietigheid van de akte van de burgerlijke stand worden gevorderd door de echtgenoot zelf, de ouders, de grootouders en door allen die daarbij een reeds verkregen danig belang hebben, alsook door het openbaar ministerie.

Het advies van het openbaar ministerie is richtinggevend. De rechtbank heeft het laatste woord. Indien men niet het risico wil lopen dat het huwelijk nietig wordt verklaard, doet men er goed aan het advies van het openbaar ministerie te respecteren. Indien men in andere mogelijkheden van huwelijksluiting wil voorzien, dient de wet te worden gewijzigd.

13.03 **Katrien Schryvers** (CD&V - N-VA): Mijnheer de minister, ik heb uit uw antwoord begrepen dat een wetswijziging zich opdringt wanneer men in andere gebouwen wenst te huwen. U verwijst niet meer naar de overgangsmaatregel die destijds is toegelaten en die nochtans nog wel wordt toegepast in heel wat gemeenten. Het gaat dan vanzelfsprekend ook wel over huwelijken die in het openbaar worden voltrokken, zij het in een andere locatie dan het echte gemeentehuis. Ik denk niet dat ambtenaren zich schuldig zouden maken aan het niet in het openbaar voltrekken van het huwelijk. Ik denk dat men momenteel vaak totaal onwetend is. Ik weet ook niet wat het statuut is van de situatie in Antwerpen in de verschillende districtshuizen want dat zijn ook niet echt stadhuizen.

13.04 Minister **Jo Vandeurzen**: Ik vermoed dat daar met de goedkeuring van het openbaar ministerie is gewerkt. Ik moet dat nakijken maar volgens mij is dat conform een advies gebeurd en dan is er wat mij betreft geen probleem.

13.05 **Katrien Schryvers** (CD&V - N-VA): De verplaatsing gebeurt dan wel conform een advies, maar artikel 75 wordt dan vanzelfsprekend strikt genomen niet meer gerespecteerd want daarin staat dat het huwelijk wordt voltrokken in het gemeentehuis. Ik denk dat het het beste is dat wij die problematiek eens verder bekijken en eens nagaan of er zich geen wetswijziging opdringt.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

14 **Question de M. Fouad Lahssaini au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "le plan radicalisme" (n° 5434)**

14 **Vraag van de heer Fouad Lahssaini aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "het plan tegen het radicalisme" (nr. 5434)**

14.01 **Fouad Lahssaini** (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, la lecture du rapport d'activités 2006 de la police fédérale nous apprend que dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, le service de police en collaboration avec l'OCAM a mis en place un plan "radicalisme". Ce plan est apparu dans le Plan national de sécurité 2008-2011 et il vise en particulier à intensifier un travail au sein des prisons. La mise en place de ce

plan soulève cependant au moins deux questions.

Premièrement, quels sont les objectifs de ce plan "radicalisme" et que vise-t-il concrètement? Au-delà de collecter des informations et s'outiller pour faire face au radicalisme, quels sont les objectifs de ce plan? Et surtout, quelles bases légales vont réglementer ce plan "radicalisme"? Selon quelles définitions juridiques a-t-il été élaboré? On doit trouver des références au niveau national ou international qui régissent ce plan.

Deuxièmement, quel effet ce plan aura-t-il sur les personnes dont le nom serait repris dans le plan? Quels recours ces personnes auraient-elles pour contester l'inclusion de leur nom dans le plan? Comment peuvent-elles faire rectifier d'éventuelles informations erronées? Ce plan implique-t-il la récolte ou la consultation de données personnelles? Dans l'affirmative, la Commission pour la protection de la vie privée a-t-elle été avisée de ce plan ou impliquée dans son élaboration, à tout le moins serait-elle en mesure de contrôler ses effets? Existe-t-il un mécanisme de contrôle du gouvernement sur la manière dont ce plan sera appliqué? Quels ministres seront-ils en charge de ce contrôle?

Une autre question porte sur l'organe de contrôle. Le comité P sera-t-il amené à exercer un contrôle de ce plan "radicalisme" et selon quelles modalités ce contrôle s'opérerait-il? Dans le cas contraire, en l'absence de contrôle par le comité P ou l'organe qui contrôle la banque de données policières, serait-il judicieux de laisser le pilotage d'un tel plan aux seuls services de police?

Enfin, monsieur le ministre, quelles mesures ont-elles été prises pour éviter que ce plan ne porte atteinte au principe de non-discrimination comme cela avait été le cas dans les années 1990 où on avait vu une campagne de stigmatisation de la communauté turque en particulier?

Voilà mes questions qu'on peut résumer en deux points: d'une part, quels sont les objectifs, les bases légales et la définition du plan; d'autre part, quelles sont les implications de ce plan sur la vie privée et qui va exercer un contrôle de ce plan?

14.02 Jo Vandeurzen, ministre: Madame la présidente, cher collègue, je dois préalablement constater que votre question fait deux pages. Or nous n'en avons reçu qu'une seule. Certaines de vos interrogations ne sont donc pas reprises dans ma réponse.

14.03 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, la deuxième page traitait de la protection de la vie privée.

14.04 Jo Vandeurzen, ministre: Pourriez-vous m'en donner une copie, de sorte que je vous réponde par écrit? Mais je vais donc répondre à vos trois premières questions.

Je souhaite tout d'abord vous faire observer que le plan lui-même est classé comme confidentiel, en vertu de la loi du 11 décembre 1998. Les objectifs du plan "radicalisme" sont les suivants:

À long terme:

- protéger les valeurs démocratiques de notre société;
- éviter une polarisation radicale entre les composantes de la société.

D'un point de vue concret, à court terme:

- interdiction de toute forme de propagande radicale et d'intimidation;
- meilleure connaissance des groupes, individus et organisations;
- meilleur suivi de leurs activités (notamment la propagande);
- amélioration de la collecte permanente des informations;
- échange permanent et réciproque d'informations entre les services et meilleure communication entre les services administratifs et judiciaires;
- propositions de mesures;
- entretien d'un dialogue avec les communautés;
- défiance envers tous les actes susceptibles de conduire à une radicalisation plus accrue.

Quant à la base réglementaire, elle repose sur une réunion du Collège du renseignement et de la sécurité du 20 avril 2006, qui a été approuvée par le comité ministériel du renseignement et de la sécurité le 28 avril 2006.

La définition actuelle du radicalisme, dans le cadre du plan susnommé, est la suivante: un processus par lequel un individu ou un groupe est à ce point influencé qu'il est mentalement prêt à commettre des actes extrémistes, allant jusqu'à des actes de violence ou même de terrorisme.

Voilà pour vos premières questions. Je vous suggère de m'envoyer les autres afin que je vous communique ma réponse écrite.

14.05 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!): Madame la présidente, peut-être est-ce ma faute ou celle des services; ne préjugeons pas. Ceci dit, j'aimerais revenir à la question de la base légale.

Monsieur le ministre, je n'ai pas bien compris. Avez-vous parlé d'un arrêté ministériel?

14.06 Jo Vandeuren, ministre: Il existe dans notre pays un Collège du renseignement et de la sécurité. Celui-ci prépare les réunions du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité. C'est par cette voie que la décision a été prise. Le plan a été approuvé par le gouvernement fédéral, étant donné qu'il avait préalablement été approuvé par ce Collège et ce Comité ministériel. Ce Comité ministériel a bien entendu une base légale.

14.07 Fouad Lahssaini (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, je vous remercie. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question, dès que j'aurai obtenu l'ensemble des réponses aux autres questions.

La **présidente**: Nous répondrons aux autres questions la semaine prochaine.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

15 Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "les visites dans l'intimité au sein des prisons" (n° 5437)

15 Vraag van de heer Xavier Baeselen aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "het ongestoord bezoek in de gevangenissen" (nr. 5437)

15.01 Xavier Baeselen (MR): Monsieur le ministre, pour poursuivre sur le même sujet, notamment par rapport à la question du droit aux relations sexuelles pour les détenus, la circulaire du 6 juillet 2000, relative à la préservation des relations affectives du détenu avec son entourage, a formalisé des expériences pilotes qui avaient été menées dans quatre établissements à l'époque. Cette expérience a démontré que la possibilité pour les détenus d'avoir une relation sexuelle avec la personne avec laquelle ils entretiennent des relations affectives a des effets extrêmement positifs sur le comportement des détenus et le climat au sein des établissements pénitentiaires.

Cette circulaire déterminait à l'époque les catégories de détenus qui pouvaient bénéficier de ces visites dans l'intimité et celles qui en sont exclues, la procédure d'avis, de décision et d'autorisation et les conditions liées à l'accueil du détenu et de son conjoint.

La loi de principe concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus en son article 58 §4 reprend ce principe des visites dans l'intimité au sein des établissements pénitentiaires. Elle dispose que "sauf les exceptions prévues par la loi, chaque détenu a le droit de recevoir une visite dans l'intimité durant une durée minimale de deux heures et ce, au moins une fois par mois aux conditions et modalités fixées par le Roi".

Ma question, monsieur le ministre, est de savoir si cet arrêté royal avait été pris. Dans la négative, quel est l'instrument juridique qui organise aujourd'hui encore les visites dans l'intimité en milieu pénitentiaire? Ces visites sont-elles limitées aux couples mariés, aux personnes entretenant des relations durables, éventuellement aux conjoints? Qu'en est-il des visites en ce qui concerne les couples homosexuels?

15.02 Jo Vandeuren, ministre: Cher collègue, l'article 58 §2 de la loi de principe n'est pas encore en application. Il n'a pas encore fait l'objet d'un arrêté royal. La matière est donc pour le moment toujours régie par la circulaire ministérielle 1715 du 5 juillet 2000 sur la préservation des relations affectives des détenus avec leur entourage.

Cette circulaire prévoit les conditions et les modalités dans lesquelles se déroulent les visites sans

surveillance. Les détenus peuvent recevoir une visite sans surveillance avec toute personne majeure pouvant justifier d'une relation affective durable: le conjoint, le compagnon, certains membres de la famille ou toute personne qui, pendant six mois au moins, a manifesté un intérêt permettant de croire au sérieux de sa relation avec le détenu. Ces visites ne sont donc pas limitées aux couples mariés.

En vertu des principes d'égalité et de non-discrimination, les visites ne sont pas limitées aux couples hétérosexuels. La circulaire ne prévoit pas la condition d'hétérosexualité, qui serait d'ailleurs difficile à mettre en œuvre depuis l'ouverture du mariage aux couples homosexuels.

Il est également à noter que la fréquence des visites prévue dans la circulaire est la même que la fréquence des visites prévue dans la loi de principe.

15.03 Xavier Baeselen (MR): Il faudra peut-être corriger dans le compte rendu car j'imagine qu'on n'a pas de relations sexuelles avec des membres de sa famille.

15.04 Jo Vandeurzen, ministre: (...)

15.05 Xavier Baeselen (MR): J'espère qu'on ne promeut pas les relations sexuelles entre membres de la famille.

Comptez-vous prendre un arrêté royal pour exécuter cet article?

15.06 Jo Vandeurzen, ministre: Je ne peux pas encore prendre un arrêté royal car cet article n'est pas encore applicable.

15.07 Xavier Baeselen (MR): L'article en lui-même n'est pas encore entré en vigueur.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

16 Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles sur "le traitement des infractions de roulage à Bruxelles" (n° 5438)

16 Vraag van de heer Xavier Baeselen aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen over "de behandeling van verkeersovertredingen in Brussel" (nr. 5438)

16.01 Xavier Baeselen (MR): Madame la présidente, cette fois, je change de sujet.

Plusieurs médias se sont fait l'écho ce week-end d'une information préoccupante, sans doute pas pour les personnes ayant reçu des procès-verbaux mais pour l'administration de la Justice et en tout cas pour la perception des amendes.

On nous dit qu'environ 18.000 dossiers concernant des infractions de roulage au parquet de Bruxelles seraient menacées de prescription. Toutes les audiences des tribunaux de police seraient remplies jusqu'en mai de l'an prochain et il serait impossible de traiter de nouveaux dossiers. Des milliers de personnes en infraction risquent donc de rester impunies. J'imagine que le citoyen lambda s'en réjouit mais, je le répète, je ne pense pas que ce soit une bonne chose pour l'administration de la Justice.

Pour éviter une telle situation, il faudrait que des juges de police viennent en renfort à Bruxelles mais il n'y aurait pas, semble-t-il, de candidats.

Parmi les dossiers qui risquent d'être prescrits, on retrouve des stationnements interdits, des passages au feu rouge. Il s'agit des personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas payer ou qui veulent défendre leur cas devant le tribunal. Les juges des tribunaux de police tirent la sonnette d'alarme dans les médias. On l'a vu à la télévision ce week-end; ils sont 11 juges au total et doivent traiter plus de 50.000 dossiers par an.

- Ces informations relayées dans la presse sont-elles correctes?
- Quel est le nombre de dossiers menacés de prescription?
- Quel est le taux de classement sans suite de dossiers de roulage dans l'arrondissement de Bruxelles? Quelles en sont les raisons et les causes?

- Quel est le nombre de magistrats du parquet en charge de ces dossiers?
- Quel est l'arriéré dans l'arrondissement de Bruxelles de manière précise?
- Quelles sont les mesures qui seront prises à court et moyen terme pour résoudre cette situation?

16.02 Jo Vandeurzen, ministre: Les chiffres exacts sont les suivants. Il y a actuellement 23.359 dossiers en attente de fixation devant le tribunal de police de Bruxelles, dont 530 sont menacés de prescription proche. Il s'agit de dossiers dits de contraventions, essentiellement des infractions de stationnement de premier degré qualifiés de non gênants et non dangereux.

En outre, il y a 2.062 dossiers d'une autre catégorie qui sont également en attente de fixation devant le tribunal de police. Il s'agit dans ce cas de dossiers de roulage, c'est-à-dire des infractions graves. Selon les informations qui m'ont été communiquées, ces dossiers ne sont actuellement pas menacés de prescription.

Le taux de classement calculé pour l'année 2007 s'élève à 27,95%. En 2006, ce taux était de 21,26%. Il est cependant intéressant d'observer les chiffres sur une période plus longue. En 2000, le taux de classement était de 58,65%. On observe donc depuis l'an 2000 une évolution qui équivaut à plus d'un doublement du taux de poursuites effectives. Cette situation résulte de la politique criminelle beaucoup plus sévère appliquée depuis plusieurs années par le ministère public.

La politique de classement est fondée sur des causes techniques - décès de l'auteur, auteur inconnu -, comme des causes d'opportunité - régularisation de l'infraction constatée, répercussions sociales limitées, etc.- et sur des causes directement liées à l'insuffisance du nombre des juges de police.

C'est ce dernier critère de classement, si l'on peut le qualifier ainsi, que je voudrais développer maintenant. En effet, il n'existe pas, à proprement parler, un arriéré en matière de roulage au parquet de Bruxelles qui serait dû à une incapacité de traitement des magistrats du parquet et des services administratifs du parquet. Si le parquet est obligé de classer sans suite un nombre important de dossiers ou de mettre un grand nombre de dossiers en attente de fixation, c'est en raison de la capacité limitée du tribunal de police de Bruxelles.

Il y a actuellement deux places vacantes de juge de police de complément. En outre, un juge de police est en congé de maladie de longue durée depuis juin 2002. Cela fait donc, sur un cadre total de quatorze juges, trois places vacantes, ou un manque de juges de 21,5%.

Un juge de police rend actuellement à Bruxelles plus de 12.000 jugements. Cela vous donne une idée des conséquences que trois places vacantes ont sur le nombre de jugements prononcés, donc sur le taux de classements sans suite et sur l'arriéré.

C'est une véritable situation de "bouchon" due à la vacance de deux places de juge et à la maladie d'un juge. Les juges de police à Bruxelles ont prononcé, en 2007, 44.933 jugements, soit une moyenne de 106 jugements par audience. Là également, la différence par rapport à la situation qui existait en 2000 et auparavant est frappante: en 2000, les juges des tribunaux de police avaient prononcé 20.433 jugements. Là aussi, on constate à quel point les autorités judiciaires et politiques ont appliqué à juste titre une politique sévère en matière de circulation et de sécurité routière.

La section du parquet de Bruxelles qui traite les dossiers de contraventions et de roulage des 19 communes compte actuellement cinq substituts du procureur du Roi, assistés de deux juges suppléants délégués uniquement pour siéger en tant que ministère public à un certain nombre d'audiences. Ces substituts doivent également siéger en degré d'appel devant le tribunal correctionnel.

Ces chiffres ne tiennent pas compte ni des sections décentralisées du parquet de Bruxelles, Hal et Vilvorde, ni d'un substitut néerlandophone en maladie de longue durée.

Les autorités judiciaires m'ont informé de la situation fin décembre 2007. Ils avaient d'ailleurs déjà informé mon prédécesseur plusieurs mois avant. J'ai immédiatement chargé ma cellule stratégique et ma direction générale de l'Ordre judiciaire d'examiner la situation. Après plusieurs échanges de courriers avec tous les acteurs judiciaires concernés – représentants des juges de police, procureurs du Roi de Bruxelles, procureur général, premier président de la cour d'appel, greffes, secrétaire général du parquet –, une réunion a été convoquée en mon cabinet et tenue en ma présence. Un plan d'action de 12 pages a été établi. Je peux dire aujourd'hui que ce plan est quasiment accepté par toutes les instances. J'attends encore l'accord de certains

intervenants, suite à une dernière version communiquée début mai.

Il ne faut pas s'attendre à des miracles. Ce n'est pas la faute ni des autorités judiciaires ni des autorités politiques si deux places de juge sont vacantes et qu'un juge de police est en congé de maladie de longue durée.

Je vous ai dit qu'un juge de police à Bruxelles prononce plus de 12.000 jugements par an. Je vous laisse comparer, d'une part, le nombre de jugements que les trois juges manquants pourraient prononcer et, d'autre part, le nombre de dossiers actuellement en attente de fixation. La comparaison est éloquente.

Le plan d'action comporte notamment en résumé les mesures suivantes qui résultent, entre autres, des propositions qui m'ont été soumises par les autorités judiciaires.

- Recherche de juges suppléants (des avocats) afin de pouvoir les déléguer afin d'occuper temporairement les places vacantes ou inoccupées en raison d'une maladie de longue durée.
- Recherche active des candidats juges de police. À ce propos, vous devez savoir que les deux places vacantes de juges de police le sont respectivement depuis avril et octobre 2006 et que, lors des deux dernières publications, aujourd'hui clôturées, aucun candidat ne s'est présenté. La dernière publication, parue le 30 janvier 2008, a donné lieu à une seule candidature.
- Examen avec le Conseil supérieur de la Justice des raisons pour lesquelles les candidats juges de police réussissent si difficilement l'examen d'accès à la magistrature.
- Examen approfondi du dossier du juge de police en maladie de longue durée.
- Examen des possibles mesures structurelles sur différents plans: conditions des nominations, examen objectif de l'adéquation du cadre des juges de police et du greffe, étendre les possibilités légales offertes aux autorités judiciaires pour pallier temporairement les situations de vacances de poste persistantes, une meilleure répartition des dossiers sur l'ensemble du pays par une redéfinition de la compétence territoriale du tribunal de police, etc.

D'autres idées sont sur le métier. Croyez que nous essayons de trouver des solutions soit temporaires soit plus structurelles!

16.03 Xavier Baeselen (MR): Madame la présidente, la réponse très complète du ministre témoigne, en tout cas, de sa volonté de ne pas laisser cette situation perdurer et se détériorer. Par ailleurs, je pense que les chiffres donnés permettent aussi de relativiser les informations diffusées par la presse et les cris d'alarme entendus ce week-end.

Il faut néanmoins donner un signal aux citoyens et dire qu'à Bruxelles, de nombreux jugements sont encore prononcés en cas d'infraction au Code de la route. Il est important de faire passer ce message pour tempérer un peu les informations que nous avons entendues ce week-end.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

La réunion publique de commission est levée à 12.37 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.37 uur.